

La fête de
Lutte Ouvrière
les 26, 27 et 28 mai
p.8-9

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2022 - 4 mai 2007 - prix : 1 € - DOM 1,5 €

Écarter Sarkozy, oui !

**Mais pour nos droits,
nos emplois, nos salaires,**

Ne comptons

que sur

nos luttes !



Sommaire

Présidentielle

- p.4 ■ Ségolène Royal à Charléty ; Débat Bayrou-Royal ; Sarkozy à l'usine ; Immigration
- p.5 ■ Sarkozy et Mai 68 ; Proportionnelle et Front National

Tribune

- p.6 ■ La troisième manche sur notre terrain

Leur société

- p.6 ■ L'aide médicale aux sans-papiers

Dans les entreprises

- p.7 ■ Airbus Toulouse, Nantes et Saint-Nazaire
- p.10 ■ PSA Mulhouse et Rennes
- p.11 ■ Peugeot-Citroën : Plasty Roubaix ; Michelin La Chapelle St-Mesmin ; Sodetal Bar-le-Duc
- p.12 ■ Alcan St-Jean-de-Maurienne ; Servair Roissy ; GSF Orly
- p.13 ■ CHU Angers ; Hôpital Avicenne Bobigny ; Accessoire Diffusion St-Symphorien-sur-Coise

La Fête de Lutte Ouvrière

p. 8 et 9

- Le programme de la Fête

Dans le monde

- p.14 ■ Italie : mortalité au travail ; accident mortel dans le port de Gênes
- p.15 ■ Belgique : conflits communautaires ; licenciements à Anvers ; grève à Genk
- p.16 ■ États-Unis : guéguerre au Congrès ; l'IVG autorisée à Mexico ; Turquie : un 1^{er} Mai sans muguet

• Lactalis

Le lait falsifié rapportait de l'or

L'ancien directeur du groupe laitier Besnier (aujourd'hui Lactalis, 2^e groupe agroalimentaire français après Danone) vient d'être condamné pour avoir fait falsifier le lait vendu pour la consommation courante entre 1993 et 1998.

Le 18 avril dernier, la cour d'appel d'Angers a confirmé le jugement du tribunal correctionnel de Laval condamnant l'ancien directeur de Besnier, aujourd'hui à la retraite, à six mois de prison avec sursis et 37 500 euros d'amende. Près de 850 000 euros de dommages et intérêts devront aussi être versés à des associations de consom-

mateurs, des syndicats agricoles et laitiers. Le moins que l'on puisse dire est que, dans cette affaire, la justice a pris son temps... neuf ans exactement, puisque le déclenchement de l'enquête judiciaire date d'avril 1998.

Les services de répression des fraudes avaient alors constaté que, dans plusieurs usines du groupe Besnier, le lait était coupé avec du « perméat », un résidu de la fabrication de fromages, très pauvre en protéines, et même avec des « eaux blanches », mélange d'eau et de lait recueilli après le rinçage des appareils de traitement du lait et

des différentes tuyauteries. Tout avait été fait pour dissimuler ces pratiques illégales. Des instructions avaient été données régulièrement aux employés pour en faire disparaître toute trace. Le jour d'une inspection, l'ancien directeur a même fait déverser 10 000 litres de perméat dans les égouts.

Malgré tout, l'actuel directeur de la communication du groupe Lactalis a osé expliquer qu'il s'agissait de « standardiser » le lait et de « garantir au consommateur un taux constant » (en protéines). Mais cette opération qui s'est faite sur une grande échelle a surtout été particulièrement profitable : le perméat ajouté au lait ne coûtait que 3 centimes par litre, au lieu de 33 centimes d'euro payés alors aux producteurs pour chaque litre de lait. Près de 37 millions de litres de lait supplémentaires ont ainsi été produits et vendus, ce qui avait permis de dégager un profit de 11 millions d'euros.

Viviane FONTAINE

• Secauto – Feyzin (Rhône)

Grève pour les salaires

Secauto, entreprise d'électiciens instrumentistes qui intervient essentiellement dans des sites de la chimie ou du pétrole, est une filiale de la société Clemecy, elle-même filiale de Dalkia, qui appartient au groupe Veolia. Cette petite PME n'en est donc pas vraiment une.

Les 250 salariés de Secauto France se sont mis en grève mercredi 25 avril afin de peser dans les négociations salariales qui n'aboutissaient pas. Et pour cause, elles se déroulaient avec un responsable démissionnaire ! Le sentiment des salariés de s'être fait moquer d'eux fut unanime et leur colère immédiate.

Avec leurs syndicats CFDT et CGT, les travailleurs de Secauto ont décidé de bloquer les sites où ils travaillent afin que les donneurs d'ordre réagissent et fassent pression sur leur direction.

Après avoir manifesté mercredi 25 avril devant le siège à Bron, c'était le lendemain au tour de la raffinerie Total de Feyzin d'être bloquée par les salariés de l'agence Secauto de Feyzin. Vendredi 27 avril,

80 salariés de cette même agence ont bloqué cette fois les entrées du site de Rhodia chimie à Saint-Fons, empêchant les véhicules et les camions de matières premières d'approvisionner les ateliers. À la veille d'un grand week-end, il fallait impérativement que l'usine fasse le plein de matières premières pour que les ateliers ne s'arrêtent pas, d'où la menace de la direction de Rhodia qui tranchait avec les encouragements des salariés du site.

Finalement, les grévistes ont eu le dernier mot. La direction de Rhodia a dû faire pression sur celle de Secauto pour qu'elle fasse venir un responsable de Mulhouse afin de discuter avec les grévistes. Au terme de l'entrevue, elle a reculé et s'est engagée à verser tout de suite 30 euros pour tous et 30 euros en plus pour 170 personnes. Les autres salariés auront ces 30 euros le premier trimestre 2008. Les salariés en grève ont obtenu aussi la réévaluation de différentes primes de déplacement ou d'astreinte.

La lutte a payé.

Correspondant LO

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

BOURGES

Samedi 12 mai de 15 h à minuit

Salle Le Hublot
La Chancellerie
64, avenue de la Libération

MARSEILLE

Dimanche 13 mai à partir de 11 h 30

Parc de Valabre à Gardanne

(Bus gratuit depuis Marseille Saint-Charles, boulevard Charles-Nédelec, et passage à la gare de Gardanne)

• Chômage

Manipulation des chiffres... et des électeurs

Selon le ministre de l'Emploi, les chiffres du chômage auraient reculé de 29 500 en mars, pour s'établir officiellement à 2 036 600 personnes immédiatement disponibles pour un emploi à plein temps. Le taux de chômage atteindrait désormais 8,3 %. « C'est le 25^e mois de baisse » s'est félicité le ministre Borloo, rappelant la promesse du gouvernement de passer sous la barre des 2 millions de chômeurs d'ici la fin de l'année.

À quelques jours du 2^e tour de l'élection présidentielle, l'annonce de ces résultats n'est pas innocente. C'est un coup de pouce donné au candidat Sarkozy.

Chacun voit pourtant que la réalité est totalement différente, et bien plus dramatique pour tous ceux qui sont victimes du chômage. D'autant que les fermetures d'entreprises et les suppressions d'emplois continuent de plus belle, que ce soit chez Airbus, Alcatel, PSA ou dans de nombreuses autres entreprises.

Des statisticiens du ministère ont d'ailleurs fait grève pour dénoncer ces manipulations. « Ce n'est pas les chiffres qu'il faut truquer, c'est le chômage qu'il faut baisser » expliquaient-ils. Et ils savent de quoi ils parlent.

Roger MEYNIER

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009185576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 1^{er} mai



Faute de pouvoir changer la vie, empêcher Sarkozy d'être élu président

À droite, toute ! Pendant les derniers meetings de sa campagne, Sarkozy ne veut surtout pas louper sa base électorale naturelle, l'électorat de droite bien réactionnaire, méprisant à l'égard du monde du travail. Il se pose en homme d'ordre, en défenseur de la hiérarchie sociale. Et en proclamant, lors de son meeting de Bercy, qu'il veut surmonter « une crise morale comme la France n'en a peut-être jamais connue, sauf peut-être au temps de Jeanne d'Arc », il prend jusqu'à la posture de Le Pen.

Avec Sarkozy, s'il est élu, il n'y a pas de doute sur ce qui attend les travailleurs. Son langage d'extrême droite ne l'empêche pas de se présenter « en porte-parole du peuple », de « ceux qui travaillent dur » ou de « ceux qui se lèvent tôt ». Mais s'il aime les travailleurs, il les aime saignants !

Le pouvoir d'achat ? Pour gagner plus, il faut travailler plus ! Le patronat n'a, certes, pas besoin de Sarkozy pour faire crever au travail ceux qui ont un emploi et pour maintenir au chômage ou dans la précarité les cinq ou six millions de femmes et d'hommes qui n'en ont pas. Mais Sarkozy en fait un programme politique et le patronat peut être sûr de pouvoir compter sur lui.

Les travailleurs du service public ? Sarkozy annonce qu'il ne remplacera qu'un travailleur sur deux qui partiront en retraite. Cela contribuera encore à détériorer la situation dans les hôpitaux, à l'Éducation nationale, dans les transports publics, et cela aggravera encore le chômage.

Les retraites ? Sarkozy promet la suppression des régimes spéciaux en se posant en justicier, partisan de l'égalité entre toutes les catégories. Bien sûr, à ses yeux, l'injustice n'est pas que Balladur ait fait passer la durée de cotisation de 37 ans et demi à 40 ans pour les salariés du privé, avant que Raffarin en fasse autant pour la plupart des fonctionnaires ! Démolir la situation d'une grande partie du monde du travail, puis présenter les autres comme des privilégiés pour

aggraver la situation de tous, le procédé a souvent servi.

En même temps que Sarkozy annonce les coups supplémentaires qu'il compte porter aux travailleurs, il annonce, à l'intention du patronat, une réduction, une de plus, de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés et, à l'intention de la bourgeoisie, le plafonnement à 50 % de l'impôt sur les revenus des plus riches et la réduction de l'impôt sur les successions.

Si le programme de Sarkozy ne mérite que d'être rejeté par les travailleurs, en raison de ce qu'il contient, celui de Ségolène Royal a de quoi soulever leur méfiance, surtout en raison de ce qu'il ne contient pas.

Ségolène Royal promet une augmentation du smic à 1 500 euros, mais en brut et seulement pour la fin de la législature. On peut se dire que c'est moins pire que de ne pas se donner la peine d'en parler, mais ce n'est pas cela qui va augmenter le pouvoir d'achat des smicards, sans parler des autres à qui rien n'est promis !

Promettre une augmentation de 5 % des petites retraites, c'est, aussi, mieux que rien, mais ce ne sont pas 30 euros de plus par mois pour les pensions les plus faibles qui permettront aux retraités de mieux survivre ! Et le reste est à l'avenant.

Dimanche prochain, le choix sera entre un candidat qui est un ami proclamé du grand patronat, un ennemi ouvert des travailleurs, et une candidate qui, faute de vouloir affronter le grand patronat, ne pourra rien pour les classes populaires.

Si le vote de ce dimanche ne permet pas de changer la vie, il peut permettre cependant d'écarter Sarkozy, son arrogance et son mépris du monde du travail. C'est le souhait d'une grande partie de l'électorat populaire et c'est aussi le mien. Par solidarité avec tous ceux qui ne veulent pas que Nicolas Sarkozy soit élu président, j'ai appelé, dès le soir du premier tour, à voter Ségolène Royal, sans réserve mais sans la moindre illusion. Quant à changer la vie ou, simplement, rejeter la politique propatronale, il faudra de puissantes luttes sociales. Il n'y a pas d'autre voie !

Arlette LAGUILLER

• Instaurer un service minimum dans les transports ?

Sarkozy contre le droit de grève

Lors de son meeting de Bercy du dimanche 29 avril, Sarkozy a relancé son couplet sur le service minimum dans les transports en commun.

Il voudrait que, les jours de grève, les transports fonctionnent trois heures le matin et trois heures le soir, pour permettre aux salariés de se rendre à leur travail. Il cherche par ailleurs à s'assurer la complicité des syndicats, en leur demandant de signer dès cet été un accord sur le service minimum ; sinon, menace-t-il, il

passera par le Parlement en faisant voter une loi dès le début 2008.

Sarkozy se prétend bien évidemment le défenseur des usagers des transports en commun qu'il déclare, selon la formule consacrée, être « pris en otages » par une poignée de grévistes. Mais si tel était le cas, il commencerait par dénoncer

les conditions dans lesquelles les usagers sont transportés tous les jours, se traduisant par des retards, des incidents qui se multiplient et un entassement pénible à supporter, dus à l'insuffisance des moyens de transport et au manque d'entretien du matériel.

En fait, à travers son discours sur le service minimum, Sarkozy vise à cours terme, celui du vote au deuxième tour, à complaire à son électorat

réactionnaire. Mais, par-delà, il dirige ses attaques contre les travailleurs en voulant remettre en cause le droit de grève. Un service minimum dans les transports en commun limiterait bien évidemment ce droit de grève dans les services publics et pourrait être un premier pas vers une restriction plus large de ce droit.

Sarkozy candidat cherche à flatter les travailleurs par ses discours sur le « respect » ou la

« tradition ouvrière ». Mais le politicien qui défend les intérêts des possédants veut les priver du droit de s'opposer aux attaques du patronat par le seul moyen dont ils disposent, la grève.

Mais, entre vouloir et pouvoir, il y a une marche que bien des gouvernements n'ont jamais osé ou pu franchir.

Marianne LAMIRAL

• Débat Royal-Bayrou

Quand Sarkozy fait sa colère

Samedi 28 avril, le débat entre Ségolène Royal et François Bayrou n'a pas donné lieu au ralliement de ce dernier à la candidate socialiste, ce que d'ailleurs personne n'attendait. Si le centre, qui dit vouloir faire de la politique autrement, ne s'est pas rallié à la gauche gouvernementale, les deux débatteurs ont néanmoins obtenu ce qu'ils voulaient. Bayrou éliminé après le premier tour, continuait à occuper un rôle avant le second tour. Royal faisait aussi bonne figure aux sept millions d'électeurs centristes. Le lendemain sur Canal Plus, elle enfonçait d'ailleurs le clou. En répondant à une question sur la possibilité de voir Bayrou Premier ministre, elle a dit : « *Je ne m'interdis rien* », ajoutant quand même que ce n'était pas le plus vraisemblable.

Mais ce débat qui a souligné que Royal et Bayrou avaient des points de convergence, ce que leurs campagnes du premier tour avaient largement démontré, a déclenché la colère de Nicolas Sarkozy. Celui-ci n'a pas eu de mots assez durs pour fustiger cette rencontre jugée « *antidémocratique* », parlant même de « *combines contraires à l'esprit des institutions* » de la V^e République. Voulant peut-être faire « *peuple* », il y est allé d'une comparaison sportive en demandant si dans la coupe du monde de football, on voyait une équipe jouer en finale, alors qu'elle n'avait pas été qualifiée. Pour lui, seuls deux candidats avaient droit de parole, les autres devant se contenter d'un communiqué indiquant leur préférence pour le second tour.

En ce sens Sarkozy a raison : l'esprit de la cinquième République, c'est deux candidats seulement au deuxième tour, afin que le candidat élu, le soit avec la majorité absolue, pour lui assurer plus d'apparence de légitimité, même s'il a obtenu moins de 20 % des voix au premier tour comme en 2002. C'est ainsi que Jospin s'est fait éliminer cette année-là et que Chirac s'est fait plébisciter au deuxième tour... avec les voix des grands partis de gauche. C'est un jeu où les dés sont pipés, et que ni Ségolène Royal ni Bayrou n'ont jamais dénoncé.

Cédric DUVAL

• Meeting à Charlety

Le 1^{er} Mai de Ségolène Royal

Lors de son meeting-spectacle à Charlety, le 1^{er} mai, Ségolène Royal a reproché à Doc Gyneco de ne pas être Malraux et à Sarkozy de ne pas être De Gaulle. Les petites phrases se succèdent, Sarkozy faisant semblant de s'inscrire dans la lignée de Jaurès, la candidate du PS à son tour lui fait reproche d'être un usurpateur du gaullisme. Mais encore ? Ce petit jeu des références avec des personnages du passé, outre qu'il est lassant est totalement dénué d'intérêt.

Poursuivant la polémique sur la valeur travail, un des thèmes chers à son concurrent, elle lui a rétorqué : « *La valeur travail n'est pas un artifice de discours, la valeur travail c'est d'abord payer le travail à sa valeur* ». Mais pour ne pas être accusée à son tour d'user d'artifice, encore faudrait-il dire comment et par qui est fixée cette valeur. Par le marché, ce qui revient à laisser les mains libres aux patrons ? Ou, au travers d'un rapport de force, comme en juin 36 ou en mai 1968, périodes où les travailleurs avaient réussi à imposer par la grève des revendications qui allaient bien au-delà de ce que proposaient, c'est évident, le patronat, mais aussi bien plus que ce proposaient avant les grè-

ves les ancêtres politiques de Ségolène Royal. Et bien au-delà de ce que la candidate du PS propose aujourd'hui, dans son « *pacte présidentiel* », qui est bien timide sur ces questions.

Dans une envolée elle a déclaré : « *Je ne veux plus voir ces femmes en pleurs devant les grilles de leur entreprise fermée, les regards des ouvriers licenciés sans protection. Et ceux qui philosophent sur la valeur travail, ont-ils vu ces citoyens-là ?* ». On ne va pas reprocher à Ségolène Royal de ne les avoir entrevus que fort récemment. Mieux vaut tard que jamais, dira-t-on. Mais saura-t-elle encore les voir avec le même regard demain si elle est élue ? Une fois encore, elle ne dit pas ce qu'elle ferait pour empêcher qu'une telle situation se perpétue. C'est un silence éloquent. Elle se contente d'expliquer qu'elle veut « *une France apaisée, sans dresser les Français les uns contre les autres* ». Mais quel apaisement ? Les patrons sont pour, à leur façon. Ils ne veulent pas de conflit dans leur entreprise, ils veulent des salariés qui travaillent et se taisent, des salariés bien pacifiques, pour ne pas dire soumis. Mais derrière ces propos angéliques la réalité de tous les jours est celle de la lutte de classe. Et aujourd'hui le patronat la mène sans grands discours, mais avec une constance et une brutalité illustrées

• Immigration

L'avenir de l'Europe, et les travailleurs immigrés

Les experts des Nations Unies viennent de calculer, du fait du vieillissement et de la longévité croissante de la population, que d'ici à 2050, il faudra que la France et la plupart des pays d'Europe accueillent au moins deux fois plus d'immigrés que dans les années quatre-vingt-dix, s'ils veulent maintenir leur niveau actuel d'activité.

Selon ces calculs, ce « *besoin d'immigration* » devra être satisfait pour empêcher le « *déclin* » de la population.

Il en ressort pour la France la nécessité d'accueillir au moins 1,5 million d'immigrés si elle veut maintenir le chiffre actuel de sa population entre 2025 et 2050. Mais si elle veut conserver le même nombre de personnes en âge de travailler, il lui faudra « *doubler le niveau du début des années quatre-vingt-dix* », c'est-

à-dire accepter l'entrée de 5,5 millions d'immigrés supplémentaires entre 2010 et 2050, soit une moyenne de 136 000 étrangers supplémentaires chaque année.

Est-ce que ces études prospectives serviront à mettre au point des politiques d'accueil des immigrés dans des conditions correctes et humaines ? Rien n'est moins sûr. L'action des dirigeants politiques est guidée soit par les intérêts d'un patronat qui souhaite disposer d'une population en situation précaire afin de mieux l'exploiter, soit des calculs qui font que certains présentent les travailleurs immigrés comme concurrents des travailleurs nationaux, une façon de diviser le monde du travail pour le plus grand intérêt des patrons.

Jacques FONTENOY



ces derniers temps par les charrettes de licenciements comme à Airbus, à Alcatel-Lucent... Cette réalité est loin du conte pour

enfants que nous récite Ségolène Royal.

Jean-Pierre VIAL

• Sarkozy à l'usine

« La France qui bosse dur »... et celle qui encaisse les profits

Il est, nous explique-t-on, interdit d'avoir une activité politique à l'intérieur des entreprises, cela figure dans les règlements intérieurs. Mais comment expliquer alors qu'un candidat puisse librement exposer son programme aux ouvriers sur leur lieu de travail ? Sarkozy aurait-il ouvert une brèche en se rendant successivement dans deux entreprises, d'abord en Moselle puis, samedi 28 avril, à l'usine Valloirec-Mannesmann à Saint-Saulve, près de Valenciennes dans le Nord ?

Ne nous faisons pas d'illusions, ce sera toujours aussi difficile et risqué pour un militant ouvrier, représentant les intérêts de ses camarades de travail, de défendre ses idées dans l'usine où il travaille. Par contre, pour un politicien invité par les patrons et qui veille sur leurs profits, il en va tout autrement.

À Valenciennes, Sarkozy a déclaré aux travailleurs réunis pour l'occasion vouloir être le candidat de la « *France qui bosse dur* » et, ne craignant pas le ridicule dans sa volonté

d'en faire toujours plus dans la démagogie, il s'est exclamé d'un ton lyrique : « *Les usines, c'est beau, c'est utile, il y a du bruit, ça vit, il n'y a personne qui se sent seul* ». C'est sûr que la vie en usine, le bruit, les cadences, les risques, la fatigue accumulée et les bas salaires, ça le connaît !

Mais lorsqu'il a renouvelé sa proposition de « *travailler plus pour gagner plus* », il n'a pas rencontré un franc succès auprès des travailleurs. Un syndicaliste CGT l'a alors interpellé en lui demandant : « *C'est quand qu'on va travailler plus ?* », expliquant que les ouvriers travaillaient déjà quarante heures par semaine et que les heures supplémentaires n'étaient pas payées, mais récupérées.

Il est à prévoir que la tournée des usines entreprise par Sarkozy prendra fin brutalement avec les élections, et qu'aucun travailleur n'aura plus guère l'occasion de lui dire en face ce qu'il pense de son programme dirigé contre les conditions de vie et leurs salaires.

Marianne LAMIRAL

• Sarkozy et les démons de Mai 68

Démagogie et délire verbal



Nicolas Sarkozy vient de fêter, un an à l'avance, l'anniversaire du mouvement social de Mai 1968. À sa manière, haïneuse, mensongère et démagogique.

Lors de son show dominical du 29 avril à Paris-Bercy, ses envolées lyriques l'ont entraîné à instruire le procès de Mai 68. Comme il sied à un politicien réactionnaire qui lorgne le plus à droite possible, il accuse « l'héritage de Mai 68 » d'avoir aboli « l'autorité », « la politesse », « le respect », le « grand », le « sacré », les « règles », les « normes », l'« interdit ». D'ailleurs, Mai 68, selon Sarkozy, ne se caractérise-t-il pas par la citation « Vivre

sans temps mort, jouir sans entrave », qu'il transforme incidemment en « vivre sans contrainte », ce qui est loin d'avoir le même sens que l'appétit de vivre proclamé par les jeunes manifestants de l'époque.

« L'héritage de Mai 68 » aurait également d'après lui « liquidé l'école de Jules Ferry ». Comment l'initiateur des multiples textes de loi « sur la prévention de la délinquance », essentiellement basés sur le durcissement de la répression envers les mineurs délinquants – ou considérés comme de futurs délinquants –, sur la détention provisoire dès l'âge de 13 ans, peut-il prétendre parler au nom de l'école ? Mais si l'école publique est aujourd'hui

loin de remplir le rôle qui devrait être le sien, est-ce à cause de Mai 68, ou de la diminution du nombre des enseignants, des restrictions budgétaires, dans lesquelles les gouvernements, auxquels Sarkozy a participé depuis cinq ans, se sont particulièrement illustrés ?

Pire, Mai 68 aurait « introduit le cynisme dans la société et la politique ». Renversant ! Ainsi, toujours d'après Sarkozy, c'est « le culte de l'argent-roi, du profit à court terme, de la spéculation, les dérives du capitalisme financier » qui « ont été portés par les valeurs de Mai 68 ».

Le paroxysme du délire politique est alors atteint, lorsque Sarkozy proclame, au mépris de toute vérité, que Mai 68 a « pré-

paré le terrain au capitalisme sans scrupule et sans éthique des parachutes en or, des retraites chapeaux et des patrons voyous », que Mai 68 est à l'origine du triomphe du « prédateur » et du « spéculateur ». Ce capitalisme-là est pourtant bien dans la ligne de celui qui a fait la fortune des Schneider, des De Wendel, des grandes familles qui ont prospéré, grâce à la sueur et au sang des travailleurs exploités dans les métropoles capitalistes et dans les colonies.

Si les mots ont un sens, Sarkozy, son parti, ses soutiens politiques affichés dimanche à Bercy sont précisément les défenseurs acharnés du capitalisme dans ses formes passées mais aussi présentes, et le projet politique sur lequel il se présente consiste à libérer le plus possible le grand patronat des entraves que la loi, grâce aux combats passés de la classe

ouvrière, impose encore à l'exploitation croissante du monde du travail.

Et si Sarkozy diabolise à ce point Mai 68, c'est surtout parce qu'à l'époque, il y a presque 40 ans, des millions de jeunes, d'ouvriers, ont démontré qu'il était possible de s'en prendre au pouvoir des représentants politiques de la bourgeoisie, incarné depuis dix ans par De Gaulle. Des millions de travailleurs en grève, parfois pendant plusieurs semaines, avaient alors arrêté la vie économique de ce pays, imposé des augmentations de salaires et flanqué une sainte trouille dans les rangs des « décideurs » qui ne décidaient plus grand-chose.

C'est un tel anniversaire que Sarkozy, élu ou pas, craint de vivre et c'est en effet ce que nous pouvons lui souhaiter.

Viviane LAFONT

• Représentation proportionnelle

Ils en parlent...

Dans son grand show à Paris-Bercy, Nicolas Sarkozy s'est engagé, s'il est élu, « à réunir toutes les forces politiques et à discuter avec elles de la possibilité d'introduire un peu de proportionnelle au Sénat ou à l'Assemblée nationale sans créer le risque d'une instabilité qui serait désastreuse ».

Il y a quinze jours, pourtant, le bras droit de Sarkozy, Brice Hortefeux, évoquait l'idée d'une « dose de proportionnelle » pour les législatives de 2012, concernant, très modestement, 60 sièges de députés sur 577 ! Sarkozy, qui ne proposait alors le scrutin avec dose de proportionnelle que pour le Sénat, désavoua Hortefeux en faisant l'éloge du système majoritaire capable de « mettre la République à l'abri des combinaisons ».

Instabilité, combines : on charge ainsi de tous les maux la représentation proportionnelle pour mieux la repousser ou la

limiter. Quant à prétendre que cela empêcherait des combinaisons politiciennes, ce n'est pas ce qui manque au sein des grands partis, à commencer par l'UMP.

Le récent revirement de Sarkozy est-il « une perche tendue au Front National », comme l'a fait remarquer Ségolène Royal, ou aux électeurs de l'UDF, dont certains, présents au meeting, ont acclamé cette proposition ? Ou les deux ?

En tout cas, une chose est sûre : cette promesse de représentation proportionnelle revient régulièrement dans les propositions de différents partis, en période électorale, et toujours envisagée de façon limitée et soigneusement dosée.

Ségolène Royal propose une « dose » de 120 députés élus à la proportionnelle, soit un peu moins d'un cinquième de l'assemblée ; François Bayrou dit souhaiter que 50 % des députés soient élus au scrutin majoritaire et les autres à la proportionnelle, avec une barre à

5 % des voix. Sarkozy parle de consulter les partis. Il l'a fait naguère, avant la modification du mode de scrutin pour les élections régionales et européennes. Sur ce, le gouvernement Chirac Raffarin, auquel il appartenait, modifia le découpage électoral pour les européennes, augmenta le seuil permettant de se maintenir au second tour, pour les régionales, et la réforme aboutit à ce qu'il n'y ait plus de représentation d'extrême gauche.

Quel sera le prochain mode de scrutin pour les élections de 2012, car, bien sûr, pour 2007 rien ne changera ? Bien difficile à dire ; en tout cas, ni la gauche ni la droite n'ont envie d'instaurer la seule mesure qui soit moins injuste : la proportionnelle intégrale, qui donne à un parti politique un pourcentage de sièges correspondant au pourcentage de voix qu'il représente dans l'ensemble du corps électoral.

Sylvie MARÉCHAL

• Élections

La proportionnelle ferait-elle le jeu du Front National ?

Ceux que la perspective d'une représentation proportionnelle effraie ou rend méfiants ont souvent pour argument qu'elle donnerait un nombre très important de députés au Front National et renforcerait ainsi son audience. Autant, selon eux, ne rien changer au mode de scrutin actuel. Par la même occasion, ils refusent aux électeurs de tous les petits partis, en particulier d'extrême gauche, toute possibilité d'être représentés à l'Assemblée.

Certes, voir, comme en 1986, trente-cinq députés du Front National, dont Le Pen lui-même, siéger à l'Assemblée n'a rien de réjouissant. Il faut d'ailleurs noter qu'un certain nombre d'entre eux étaient de vieux chevaux de retour de la politique politicienne, ayant arboré, bien avant, une autre étiquette de droite classique censée être plus « respectable ».

Mais le problème essentiel n'est pas tant la représentation du Front National que son audience. Son absence de l'Assemblée nationale, après 1988, ne l'a pas empêché d'accroître celle-ci. Quant à la présence de Le Pen au second tour de la présidentielle de 2002, elle a reflété l'importance de son électorat, qui n'avait pourtant pas crû de façon significative, mais elle a aussi révélé une des causes de son succès : l'incapacité de la gauche à mener une politique au service des travailleurs. Le

Front National a un électorat traditionnel, de petits bourgeois réactionnaires et viscéralement anticommunistes ; mais il a aussi poussé sur le terreau de la stagnation économique, de la croissance du chômage, de la démolition de la classe ouvrière dont une partie a été sensible à sa démagogie xénophobe, sans voir à quel point le parti de Le Pen est avant tout antiouvrier.

C'est pourquoi, il n'y a qu'une façon de s'opposer au Front National, comme à Sarkozy, qui vient de lui ôter – momentanément ? – une partie de son électorat en défendant les mêmes idées. Et il ne s'agit plus d'élections. Il faut redonner à la classe ouvrière l'envie de combattre pour ses intérêts propres et le moral pour s'opposer aux attaques du patronat, sans attendre quoi que ce soit des urnes.

S. M.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

La troisième manche sur notre terrain, dans les entreprises et dans la rue

C'est un spectacle assez pitoyable que celui des deux candidats restés en lice pour le deuxième tour de la présidentielle, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy rivalisant pour amener François Bayrou de leur côté. Sarkozy a la partie belle car l'ancien ministre Bayrou, actuel chef du parti rassemblé par Giscard d'Estaing en 1978, appartient sans conteste à la droite et est un compère de longue date. Il a déjà dans sa manche le gros des députés de l'UDF qui veulent assurer leur réélection aux législatives, avec les voix de l'UMP.

Ségolène Royal, elle, a de plus gros efforts à faire ! Elle a donc retailé son « pacte présidentiel » aux mensurations de Bayrou. Elle a laissé entendre que l'UDF pourrait avoir de bonnes places dans un gouvernement de cohabitation. Et elle a décroché un tête-à-tête courtois avec Bayrou ! Ce qui n'empêche pas Bayrou de continuer à se faire désirer...

Ceux qui espéraient, avec Ségolène Royal, « chasser la droite », peuvent se convaincre du contraire. Le 6 mai prochain, les électeurs n'ont plus le choix qu'entre un candidat franchement de droite et une candidate acoquinée avec. Autant dire pas de choix du tout puisque l'un ou l'autre présideront à une politique qui ne répond en rien aux besoins des travailleurs, des chômeurs ou de la jeunesse.

C'était déjà patent avant le premier tour, où Ségolène Royal comme Nicolas Sarkozy, tous deux déjà ministres, avançaient des programmes se ressemblant comme deux gouttes d'eau, ne contenant aucune mesure qui puisse améliorer le sort des classes populaires. Bien sûr, Sarkozy sort à peine d'un des gouvernements les plus durs contre les pauvres. Le souvenir est frais, en particulier de ses passages au ministère de l'Intérieur. Et nous comprenons tous ceux qui voudraient l'empêcher d'être élu le 6 mai. Nous comprenons donc tous ceux qui vont aller voter pour Ségolène Royal, pour beaucoup à contre cœur car ils n'ont aucune illusion sur elle, mais qui se disent n'importe qui sauf Sarkozy. Nous sommes bien sûr solidaires de leur rejet de Sarkozy.

Mais l'élection de Royal ne serait pas un moyen ni de faire avancer leurs aspirations ni d'aider leurs combats.

Elle n'a pris aucun engagement précis : ni sur l'augmentation des salaires ou du smic, ni sur la fin du chômage ou de la précarité, ni sur la réquisition des logements vides, ni même sur la construction de nouveaux logements, et pas plus sur l'arrêt des expulsions ou la régularisation des sans papiers. Elle n'est pas revenue sur son projet d'alourdir les horaires des enseignants et elle confirme que les jeunes délinquants seront confiés aux bons soins des militaires, etc.

Non décidément, ce n'est pas du résultat du deuxième tour, ni de notre vote en faveur de Royal ni de notre abstention dimanche prochain, que dépend notre sort. En revanche, il dépendra de la capacité de ceux qui vont quand même voter Royal comme de ceux qui n'en prendront même pas la peine et s'abstiendront, à engager ensemble la riposte, pas dans les urnes mais par des grèves et dans la rue.

Un « troisième tour social » est-il proche ? Jacques Chérèque, dirigeant de la CFDT, le craint et... le dénonce à l'avance ! Cela reviendrait « à contester le résultat des urnes » ! Dans les hautes sphères syndicales, il n'est probablement pas le seul à en penser autant et à ne jurer que par la rencontre au sommet que Ségolène Royal comme Nicolas Sarkozy ont promise aux confédérations syndicales, pour leur faire entériner tout ou partie des sales coups contre les retraites, la santé, les salaires et l'emploi.

Mais les travailleurs, quoi qu'en pensent ce type de bureaucrates, doivent se faire entendre. Une mobilisation d'ensemble sera nécessaire, contre Royal comme contre Sarkozy et le capital dont ils défendent tous les deux les intérêts, pour imposer les principales mesures d'un plan d'urgence correspondant aux besoins de la population : augmentation de 300 euros mensuels pour tous, smic à 1500 euros net tout de suite, interdiction des licenciements, réquisition des logements vides, arrêt des expulsions, des papiers pour tous, et pour assurer tout cela, le contrôle ouvrier et populaire sur les entreprises et l'administration publique.

Éditorial des bulletins d'entreprises « l'Étincelle » édités par la Fraction du 30 avril 2007

Convergences Révolutionnaires n° 50 (mars-avril 2007)

Bimestriel publié par la Fraction

Dossier : LES RICHES, comment, toujours plus riches, ils raflent toute la mise.
Articles : Notre campagne pour Arlette Laguiller – *Salaires* : 300 euros pour tous et smic à 1 500 euros net tout de suite – *Enseignement* : les nouvelles saignées – *Renault* : suicides au Technocentre de Guyancourt – *Bolivie* : Morales entre révolte populaire et pression de la bourgeoisie réactionnaire – *Brésil* : licenciements et répression syndicale chez Volkswagen – *Iran* : arrestations d'enseignants.
 Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :
 LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18
 ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19
 Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

• Aide médicale aux sans-papiers

L'État invité par ses propres services à passer à la caisse !

Le gouvernement Villepin-Sarkozy avait commandé un audit sur l'aide médicale d'État (AME) destinée aux étrangers sans titre de séjour. Le rapport réalisé par l'Inspection générale des finances (IGF) et par l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) va être rendu public.



Chez les ministres, on doit jurer qu'on ne les y reprendra plus, puisque, contrairement à la démagogie de Sarkozy, le rapport indique que non seulement cette aide n'est pas une source d'abus particuliers, mais qu'elle est indispensable à la santé publique.

Le rapport reproche au gouvernement d'avoir, depuis 2002, sous-budgété ce poste de la moitié de la somme nécessaire, le limitant à 233 millions d'euros là où il en faudrait 500, et d'avoir multiplié les tracasseries pour que les sans-papiers ne puissent en bénéficier.

Trouvant illégitime que le nombre des bénéficiaires ait grimpé – ils étaient 192 000 en 2006 – le gouvernement avait durci les conditions d'accès. Pour en bénéficier, les sans-papiers sont actuellement tenus d'attester par une série de documents (quittance, factures d'électricité, etc.) qu'ils résident en France depuis plus de trois mois.

La pression des organisations humanitaires avait, heureusement, empêché le gouvernement d'aller jusqu'au bout de ses projets, à savoir instaurer un ticket modérateur sur les soins et l'apposition d'une photo sur le titre d'admission à l'AME.

Contrairement aux idées qu'aimerait répandre le gouvernement, les rapporteurs font la démonstration que les ayants droit n'ont ni fraudé ni exagérément bénéficié de cette aide. Les prestations reçues se tiennent soit dans la moyenne des prestations remboursées aux assurés sociaux (1 800 euros), soit

légèrement au-dessus (jusqu'à 2 300 euros). Cette différence s'explique par un recours plus grand de ces populations à l'hôpital, qui découle des « *refus de soins fréquents* » des médecins dits libéraux et de la « *surreprésentation* » de certaines maladies transmissibles qui les touchent (hépatite, tuberculose, VIH).

L'audit conclut donc, à juste titre, qu'il y a « *nécessité du maintien du dispositif existant* » pour la santé de tous. Il écarte les arrières-pensées du gouvernement qui avait envisagé de « *limiter la prise en charge aux seuls soins urgents* » ou de définir des « *paliers de soins spécifiques* ».

Enfin, le rapport insiste pour que le dispositif soit même amélioré. Il propose la mise en place d'une carte AME comparable à la carte Vitale, envisage un système voisin de celui du médecin traitant, mais surtout il invite le gouvernement à rembourser à l'AME les sommes qu'il aurait dû verser, soit une ardoise de 910 millions d'euros au 31 décembre dernier, et qui atteindra 1,2 milliard en 2007.

Outre le solde de cette dette, l'État est invité dans l'avenir à prévoir pour l'AME un budget annuel de 500 millions d'euros pour ce poste.

On se prend à rêver d'un audit général de tous les postes sociaux du budget !

Jacques FONTENOY

• Airbus Toulouse

Parachute doré pour le patron viré, mépris pour ceux qui travaillent

L'an dernier, la prime d'intéressement avait été de 1 970 euros brut pour tous et la prime de participation, hiérarchisée, était entre 1 569 euros et 3 552 euros brut. Cette année, la prime d'intéressement est égale à zéro et la prime de participation entre 2,8 euros et 10 euros !

Mercredi 23 avril, le sentiment « d'être pris pour des billes » était général sur tous les sites : « Ils se moquent de nous », « Forgeard, le patron soupçonné de délit d'initié, est viré avec 8,4 millions d'euros et nous, on n'a rien ! » Dans les ateliers, les réactions d'indignation et de mécontentement ne se sont pas fait attendre.

À la chaîne A320 Essais (à Saint-Martin), des ouvriers ont spontanément arrêté le travail dans l'après-midi. Près d'une trentaine de caisses à outils se sont retrouvées alignées au coin café. Par dérision, une collecte où chacun a donné 2,8 euros a été organisée. Venant aux nouvelles, des ouvriers de la chaîne de montage A320 les ont rejoints. Pour beaucoup, il était question d'avoir au moins l'équivalent de l'an dernier.

À la chaîne A340, à Clé-

ment-Ader, le mouvement est parti vers 16 heures, avec l'équipe du soir. Les ouvriers ont rejoint le hall d'assemblage des A340 et le flot des grévistes s'est accru. Puis, ils ont continué vers les halls de peinture. Là, un responsable syndical est intervenu pour dire que « c'était inutile », « la grève est illégale », etc. Peine perdue, il s'est fait huer et les grévistes sont allés, à travers les pistes, rejoindre les bâtiments de finition, des Essais en Vol... et finalement la chaîne A320, où des ouvriers du Centre de livraison des avions sont également venus. En cette fin de journée, près de 400 ouvriers étaient donc rassemblés devant le bâtiment des Relations Humaines, manifestant ainsi leur colère, pendant qu'une délégation était reçue. Ce n'est qu'à l'heure du repas que les ouvriers se sont séparés.

Quasiment au même moment, à l'usine de Saint-Eloi, où sont fabriqués les mâts réacteurs, plusieurs dizaines de travailleurs de l'équipe du soir ont arrêté le travail vers 18 heures. Ils sont allés, en délégation, dire au directeur ce qu'ils pensaient. Après le repas, l'ambiance n'était pas non plus à travailler.

À la chaîne A380, à l'usine



La manifestation des travailleurs d'Airbus à Toulouse, le 6 mars dernier.

Jean-Luc-Lagardère, c'est vers 21 heures que les ouvriers se sont arrêtés, en solidarité avec ceux des autres chaînes.

Le lendemain, à Saint-Eloi, des ouvriers se posaient la question : « Que fait-on ? » Cela signifiait : « On ne travaille pas ! ». À 9 heures, 400 ouvriers se sont rassemblés. Un délégué FO a alors fait le compte-rendu de l'entrevue : « On a transmis votre mécontentement... Ils nous ont entendus... Il faut que la direction accorde une prime exceptionnelle... Les négociations salariales vont avoir lieu... On vous remercie... Maintenant, il

faut reprendre le travail... » Des applaudissements, mais aussi « Quoi ? On reprend ? Mais on n'a rien ! On les connaît, leurs promesses... », ont accueilli ce discours.

À Louis-Bréguet, l'atelier Electrique de l'usine de Colomiers, ça s'est su que ceux de Saint-Eloi étaient en grève. Et vers 9 h 30 tous les travailleurs se sont rassemblés et sont allés voir le RH de proximité. Le grand chef venant visiter le lendemain l'atelier, il était question de remettre le couvert. Finalement, la propagande de certains délégués FO, « Attention, les

gars, la CGT va récupérer votre mouvement... C'est un mouvement illégal... Il va y avoir des négociations, il faut laisser le temps aux négociateurs... », a fait que vendredi rien ne s'est passé.

Partout, les chefs mais aussi nombre de responsables syndicaux tentent de dissuader les ouvriers d'aller plus loin. Mais à Nantes et à Saint-Nazaire le mouvement a rassemblé beaucoup de monde vendredi et semble plus déterminé. Il est question d'une assemblée générale mercredi à Nantes, Cela ne doit être qu'un début !

Correspondant LO

Les sacrifices à sens unique pour les ouvriers, ça suffit !

Vendredi 27 avril se tenait au siège d'Airbus à Toulouse une réunion du Comité européen. Lors de cette réunion la direction d'Airbus a confirmé que 2 300 emplois seraient supprimés sur les sites Airbus de Toulouse, ainsi que 964 au siège (appelé « Central Entity » à Toulouse), 369 à Saint-Nazaire, 295 à Nantes et 192 à Méaulte. En Europe, près de 4 000 postes seraient également supprimés (2 317 à Hambourg, 1 095 à Filton Grande-Bretagne et 334 à Getafe Espagne).

Rappelons que ces annonces de suppressions d'emplois se font dans un contexte où le carnet de commandes est plein avec 2 533 avions en commande fin 2006, et où les rythmes de travail imposés aux salariés d'Airbus comme de la soustraction sont en constante augmentation.

Lagardère, un des actionnaires d'EADS-Airbus, pouvait se pavaner au meeting de Sarkozy à Paris, lui qui a ramassé pour sa part 300 fois plus que le parachute doré de Forgeard en ven-

dant une partie de ses actions l'année dernière. EADS fait des profits, et les actionnaires peuvent prétendre cette année encore à un dividende de 12 centimes d'euro par action malgré les provisions réalisées pour payer les retards de production.

Lors de cette réunion du Comité européen, il n'a pas été

question des primes d'intéressement et de participation dérisoires qui ont mis le feu aux ateliers. Mais après les suppressions d'emplois inscrites au plan « Power 8 », tout comme les indemnités de départ farineuses de Noël Forgeard, ou les rumeurs concernant sa retraite dorée, l'annonce de la suppression de ces primes a été

ressentie comme une provocation.

La presse s'est fait l'écho des rémunérations que touchent les membres du Conseil d'administration, ces onze personnes qui décident, pour les intérêts des gros actionnaires, des conditions d'emploi, de travail de dizaines de milliers de travailleurs. Chacun toucherait

annuellement une partie fixe de 30 000 euros et une part variable de 50 000 euros. Quant aux jetons de présence, le fait de s'asseoir à une réunion leur rapporte à chacun 5 000 euros (10 000 euros pour le président de réunion). C'est par exemple ce qu'ils ont touché chacun, lorsqu'ils ont décidé de supprimer des milliers d'emplois.

Les réactions à Nantes et Saint-Nazaire

Le vendredi 27 avril, les usines Airbus de Bouguenais (près de Nantes) et de Saint-Nazaire ont été paralysées par un mouvement spontané de grève. Depuis mercredi on savait que la prime d'intéressement, qui avait été l'an passé de l'ordre de 3 000 euros, s'était transformée pour 2007 en une aumône de quelques euros. Et jeudi on avait appris que les travailleurs d'Airbus à Toulouse s'étaient mis en grève, sans appel syndical, pour protester contre ce que tous les salariés considéraient comme une provocation. Cet exemple a fait discuter et a

donné à quelques travailleurs l'idée de faire pareil.

À Saint-Nazaire, le mouvement a démarré très vite après la prise de poste de l'équipe du matin. Des travailleurs se sont rassemblés et ont entraîné la quasi-totalité de leurs camarades à quitter le travail sur les deux sites nazairiens.

À Bouguenais, le mouvement a démarré avec l'équipe du matin après la pause de 9 heures. Des travailleurs se sont rassemblés et sont partis faire le tour des ateliers pour appeler à débrayer. C'est à plusieurs centaines que les salariés

se sont retrouvés devant la direction. L'équipe d'après-midi (qui arrive à 11 heures le vendredi) a pris le relais. Le changement d'équipe s'est fait aux cris de « 5 euros, non ! 5 euros, non ! 3 000 euros, oui ! Forgeard, rends-nous notre pognon ». Comme le matin, les grévistes ont fait le tour des ateliers, qui se sont vidés encore plus rapidement.

La CGT a alors proposé de faire une assemblée générale le mercredi matin à 9 heures (après le pont du 1^{er} mai), ce qui a été approuvé par les grévistes. La proposition de FO de

partir en grève dès 5 heures le mercredi n'a reçu aucune approbation. FO, très majoritaire, est perçu par les travailleurs combattifs comme le syndicat de la direction et les grévistes craignent que cet appel tardif à la grève soit une manœuvre pour inciter des salariés à rester chez eux et ainsi éviter une assemblée générale.

La journée de mercredi sera donc déterminante pour l'avenir d'un mouvement qui a d'ores et déjà montré le ras-le-bol des salariés vis-à-vis de la politique de la direction.

Correspondant LO

— Les 26, 27, 28 mai à Presles (Val-d'Oise) — La Fête de Lutte Ouvrière

Plus que trois semaines, et notre Fête ouvrira ses portes pour les trois jours du week-end de la Pentecôte, y compris bien sûr le lundi.

Cette année, la Fête étant trois semaines après le second tour de l'élection présidentielle, l'actualité incitera sans doute à discuter encore plus des moyens de se préparer pour les luttes qui seront nécessaires au monde du travail pour imposer ses

revendications essentielles. Et cela, quel que soit l'élu du 6 mai.

Mais la Fête sera aussi l'occasion de se retrouver dans un grand rassemblement populaire, de se distraire, de s'instruire, de déguster de nombreux plats, d'assister à des spectacles variés... À très bientôt, pour se retrouver nombreux sous le signe de la fraternité.



Le Village médiéval

Ou comment se retrouver en quelques pas en plein Moyen Âge !

On y trouvera des artisans, des jongleurs, des chevaliers, des tournois... On pourra même y déguster quelques spécialités culinaires tout droit venues de l'an Mil.

Commandez vite votre carte d'entrée

Jusqu'au 18 mai, les cartes d'entrée sont disponibles au prix unitaire de 12 euros et les bons d'achat d'une valeur de 5 euros sont vendus au prix unitaire de 4 euros. (Après cette date et durant la Fête, les cartes d'entrée coûteront 15 euros pour les trois jours).

Vous pouvez vous procurer cartes d'entrée et bons d'achat, soit auprès de nos camarades soit en écrivant à Lutte

Ouvrière

BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière (ne pas indiquer de numéro de CCP). Ne pas oublier d'indiquer l'adresse d'expédition.

Envoi franco

Pour en savoir plus sur la fête : la programmation, les accès, les horaires...

fete.lutte-ouvriere.org

Venir à la fête À partir de Paris

La Fête de Lutte Ouvrière se déroulera à Presles, petite ville du Val-d'Oise à 30 km au nord de Paris, dans un beau parc boisé de 12 hectares.

Pour venir à la Fête, le plus commode est de prendre les cars gratuits qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13. Avec les cars, pas de soucis de stationnement, ils vous déposeront à l'entrée de la fête, et

fonctionneront aux mêmes horaires que la fête.

Ces cars circuleront les trois jours à partir de 8 h 30, avec un départ toutes les 20 mn environ, et le retour assuré.

Par le train, de la gare du Nord, direction Persan-Beaumont, par Montsoult-Maffliers jusqu'à la gare de Presles, située à 900 mètres de l'entrée de la Fête.

Départs collectifs

Des départs collectifs sont organisés à partir de nombreuses villes de toutes les régions. Vous pouvez vous renseigner dès à présent auprès de nos camarades locaux.

Voilà les premiers rendez-vous connus.

Tous les départs ont lieu le

samedi 26 mai

- ◆ Besançon : 6 h 30, place Battant
- ◆ Châteauroux : 6 h 30, parking de l'Escale
- ◆ Limoges : 5 heures, haut du Champ-de-Juillet
- ◆ Vierzon : 7 h 15, N20 devant le lycée technique

Au Grand Podium

Samedi

ACAPULCO GOLD

Ska reggae latino

Cocktail original de ska, reggae et musiques traditionnelles sud-américaines, métamorphosant des standards latinos à coups de banjo, cuivres et section rythmique. Le grand écart entre le Mexique et la Jamaïque.

LA CANAILLE

Rap acoustique avec une forte dominante sociale dans les textes, ce groupe déjà apprécié à la Fête, connaît un succès grandissant et mérité (découverte hip-hop du dernier Printemps de Bourges).

DEBOUT SUR LE ZINC

Chansons rock

Sept musiciens issus de la jeune scène française qui mélangent avec ardeur dans leurs chansons festives, de multiples influences rock, java, tzigane, klezmer ou irlandaise... Au final, sur scène un spectacle plein de vie et de dynamisme.

Dimanche

RIT

Chanson française acoustique sans tambour, ni trompette

Homme-orchestre et chanteur, il joue de tout, tout seul : guitare, percussions, grosse caisse... et dans ses textes, à la sauce blues-reggae, il parle d'humanisme, de ses colères et d'amour avec une bonne dose d'auto-dérision.

LES JOYEUX URBAINS

Humour, swing et chansons
Ce quatuor interprète des histoires du quotidien avec drôlerie. Jouant chacun de plusieurs instruments, ils insufflent à leurs interprétations une énergie communicative. Pour ceux qui aiment rire et s'amuser.

CLARIKA

« Joker » Chansons mutines teintées d'humour

Avec ses textes, Clarika a été l'une des premières chanteuses de sa génération à inventer un univers personnel de femme libre, tendre, un brin excentrique et souvent moqueuse. Mêlant les jeux de mots, les textes subtils aux musiques entraînantes, elle a sur scène une vraie pêche d'enfer.



Les joyeux urbains



Clarika

Lundi

ALEXIS HK en solo

Chansons françaises

Après plus de trois cents dates de concerts et quelques mois d'absence, il revient seul avec deux guitares, offrir ses nouveaux titres et quelques anciens à notre fête. Un spectacle où la peur, sous toutes ses

formes, s'efface au profit de la fraternité universelle et de l'utopie.

RADIO CORTEX par R.WAN LE CHANTEUR DE JAVA

Électronique, ragga, hip-hop, musette, chanson

R.WAN invente une radio pirate idéale avec toutes sortes de styles de musique tous plus dansants et dynamiques les uns que les autres. Au programme aussi, quelques parodies réussies, « Laisse béton » de Renaud devenant « Lâche l'affaire » avec R.WAN.

Au Petit Théâtre

LUTAUD, chanson française

ZEIT ZUM AUFSTEHEN, (Le temps de s'insurger), chants du mouvement ouvrier allemand

JEF SICARD TRIO open jazz
DÉSERT ORANGE, rock

multiculturel aux mélodies fouillées

GUZZLE BAND, jazz

PPFC, chansons festives

BELTUNER, musique manouche, musette, swing

MIDNIGHT JOKERS, reprises

rock

LA K-BINE, rap

FADA, chansons rock

LA VIE SECRÈTE DE CARMEN, librement inspiré de l'opéra de Bizet

Les débats du Chapiteau Karl Marx

Mariam Barry auteur de *La petite Peule* et *Le cœur n'est pas un genou que l'on plie*

Gérald Bloncourt auteur de *Messagers de la tempête*

Stéphen BOUQUIN auteur d'un livre intitulé *La valse des écrous*

Véronique Brunet *Chili : sur les traces de mineurs de nitrate*

Cai Chongguoqui a écrit *Chine, l'envers de la puissance*

Sihem HABCHI vice-présidente de Ni putes, ni soumises

Odette Hardy-Hemery *Eternit et l'amiante : aux sources du profit, une industrie du risque*

Jean-Jacques MARIE sur Trotsky

Patrick Le Trehondat et Patrick Silberstein, auteurs d'un essai *L'ouragan Katrina : une catastrophe annoncée*

Michel Porret parlera de l'affaire Calas et de Voltaire

François Roux : *Les poilus contre l'armée française*

Brigitte Wierser de RESF (Réseau Éducation Sans Frontières)

Francis Zamponi qui vient de sortir un nouveau livre *Le boucher de Guelma* et qui avait écrit également *Mon colonel*



Notre Fête est évidemment une fête politique qui affirme ses idéaux communistes et internationalistes. Alors, pour ceux qui le souhaitent, c'est l'occasion d'échanger des idées, de rencontrer des militants de Lutte Ouvrière, mais également d'autres courants de France et d'autres pays.

Tous les groupes présents ne partagent pas forcément l'ensemble de nos convictions, mais ce rassemblement est l'occasion pour chacun de discuter et de confronter ses idées avec celles des autres groupes.

Un débat est prévu entre les représentants de LUTTE OUVRIÈRE et ceux de la LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE.

Pour les enfants... tout est prévu !

Les bébés (au-dessus de trois mois) peuvent être accueillis à la garderie où des camarades attentifs s'occupent d'eux. Par ailleurs, une installation à langer est à la disposition des parents en libre service.

Si les enfants sont un peu plus grands, ils peuvent aller se divertir à la Cité des Jeunes, où de nombreuses activités leur sont offertes : maquillage, jeux, dessins animés... Il s'avère parfois difficile de les convaincre d'en sortir pour retourner à la maison !

Notre camarade

Arlette Laguiller

prendra la parole chaque jour sur le grand podium pour une courte allocution

samedi à 17 heures
dimanche à 15 heures
lundi à 15 heures

Horaires

La Fête sera ouverte le samedi 26 mai de 9 heures à 23 heures, puis sans interruption du dimanche 27 mai à 9 heures jusqu'au lundi 28 mai à 20 heures.

Le Carroussel de la Connaissance

Sans quitter son siège, ce manège un peu particulier vous emmène pour un voyage audiovisuel de 45 minutes, avec maquettes, illustrations et vidéos, sur le thème du réchauffement climatique de la planète.

Soif de lecture

Les livres sont en bonne place à la Fête, puisque trois librairies seront installées : la librairie du Château, la Cité du Roman, et la librairie de la Cité des Sciences. Dans chacune d'entre elles, vous trouvez de quoi combler votre soif de lecture dans tous les domaines, de la politique à la science, de l'histoire aux romans, sans oublier toutes les brochures éditées par Lutte Ouvrière. Dans ces trois librairies, des camarades pourront, si vous le souhaitez, vous aiguiller ou vous donner leur point de vue sur les livres disponibles parmi les nouveautés, les classiques ou les rééditions.

Au Fil de l'Arbre

Tous ceux qui aiment les sensations fortes pourront découvrir un parcours aérien où ils devront se déplacer d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur. Echelles, ponts de singe, tyroliennes, filets, rien ne manque pour se faire peur en toute sécurité. Le parcours de fait sous la surveillance de moniteurs compétents.

La Cité des Sciences



Des exposés, souvent agrémentés de démonstrations, abordent en termes simples des sujets scientifiques... pour tous les goûts et toutes les curiosités.

On pourra découvrir les relations entre la musique et les mathématiques, s'enrichir avec des explications sur les miné-

raux, comprendre ce que voulaient dire les anciens quand ils prétendaient « être nés sous une bonne étoile », plancher de manière attractive sur les probabilités, apprendre que l'aspirine possède déjà une riche histoire, s'initier à la découverte des fossiles, connaître les méca-

nismes du sang, se passionner pour l'histoire des chiffres et du calcul, se faire expliquer les mécanismes du vivant et des plantes, apprendre à faire le point en mer... et même sur terre.

Et la liste des exposés est loin d'être complète.

Des forums avec des scientifiques

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer la participation de :

Frank CEZILLY, professeur d'écologie évolutive (université de Bourgogne-Dijon), spécialiste du comportement animal : « Diversité et adaptation au milieu des sociétés animales, et leur évolution »

Henri VANDAMME : « Les nanotechnologies : des technologies à l'échelle des molécules. Promesses et inquiétudes »

Nicolas PRANTZOS, astrophysicien : « Comment les astrophysiciens rêvent d'explorer le cosmos »

Didier PELAPRAT, chercheur à l'Inserm : « Le métier de chercheur : l'exemple d'une équipe de recherche sur le cancer »

Jean-Marc PETILLON, archéologue en préhistoire : « Les chasseurs de la préhistoire, il y a 15 000 à 20 000 ans »

Pascal CHARBONNAT, philosophe enseignant, auteur de *l'Histoire des philosophies matérialistes*,

Guillaume LECOINTRE, chercheur au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, **François ATHANE**, philosophe et historien des sciences, et **Marc**

SILBERSTEIN, directeur de la collection « Matériologiques » aux Éditions Syllepse sur le thème : « L'émancipation des sciences au XVIII^e siècle face à l'Église, et l'actualité du matérialisme en science »

Marc PESCHANSKI, chercheur, directeur de l'AFM au Génomètre d'Evry : « Gènes, protéines, cellules : la biologie au service de la médecine »

Pierre-Yves OUDEMAYER, chercheur en sciences cognitives, travaillant à la mise au point de robots interactifs : « Un robot peut-il être curieux ? »



• Les films

Dans les deux cinémas de la fête, nous pouvons déjà annoncer la projection des films suivants :

Les Lip, l'imagination au pouvoir de Christian Rouaud
L'Embrasement de Philippe Triboit

Mon colonel de Laurent Herblot

Les Fragments d'Antonin de Gabriel Le Bomin

Le Vent se lève de Ken Loach

La Raison du plus faible de Lucas Belvaux

Hors-jeu de Jafar Panahi

La Dignité du peuple de Fernando Solanas

Mon nom est Tsotsi de Gavin Hood

Little Miss Sunshine de Jonathan Dayton

Une jeunesse comme aucune autre de Dalia Hager

Toutes les séances sont gratuites.

Si le temps le permet, une projection de cinéma en plein air aura lieu dans la nuit du dimanche au lundi

• PSA – Site de Mulhouse (Haut-Rhin)

Suicide au travail

Jeudi 19 avril, un salarié âgé de 51 ans s'est pendu dans un local technique de l'atelier de Mécanique. Une enquête de gendarmerie est en cours.

La direction du site de production n'a pas attendu les résultats de cette enquête pour, dès le lendemain, affirmer dans la presse que « tous les éléments objectifs font ressortir qu'il était satisfait de sa mission et qu'il était apprécié de sa hiérarchie ». Elle a même eu le cynisme de préciser que l'ouvrier avait bénéficié d'une augmentation et d'une promotion ces deux dernières années.

Voulant répondre aux critiques de la CGT, qui dénonce la mise en place d'une nouvelle organisation du travail basée sur la recherche de gains de productivité, la direction a affirmé que ce salarié travaillait de manière « autonome », comme si le fait d'être metteur au point lui permettait d'exercer son travail sans aucune pression et sans aucun stress !

Dans les ateliers, les salariés ont été choqués en apprenant ce suicide. Pour beaucoup d'entre eux, ce n'est sûrement pas un hasard s'il a choisi de mettre fin à ses jours sur son lieu de travail. Quant à l'attitude et aux propos de la direction laissant entendre que ce suicide n'aurait que des causes personnelles, ils ont suscité de l'indignation.

Ce suicide intervient après plusieurs autres : au Technocentre de Renault, sur le site PSA de Charleville-Mézières, à la Sodexho, à la centrale EDF de Chinon, pour ne citer que les cas rapportés par la presse et où, dans la majorité des cas, ces salariés qui ont mis fin à leurs jours l'ont fait pour des problèmes liés au travail.

Dans tous ces cas, comme dans bien d'autres (puisque les médecins de l'INRS affirment qu'au moins un suicide par jour serait lié au travail), ce sont les directions d'entreprise, la pression qu'elles exercent sur les salariés, la recherche constante d'un maximum de productivité, les harcèlements de toute sorte qu'elles exercent sur les salariés qui conduisent à des gestes irrémédiables dont elles sont au premier chef responsables.

Correspondant LO

Non au projet de fermeture des selfs !

Sur le site de PSA de Mulhouse, qui emploie 11 000 salariés, la direction vient d'annoncer la fermeture, à partir du mois de septembre, des six selfs en équipe d'après-midi et l'arrêt total d'un des deux selfs de l'atelier du Montage.

Pour justifier sa décision, elle prend prétexte de la baisse de fréquentation des selfs et du déficit, à la charge de PSA, qui en résulterait. Par ailleurs, elle explique que les normes exigées en matière d'hygiène lui coûteraient trop cher. Pour finir, elle explique, sans rire, que les « habitudes alimentaires » changent : c'est bien connu, les jeunes préfèrent manger des sandwiches !

Mais la direction « oublie » bien sûr de rappeler que, si de moins en moins de salariés fréquentent les selfs, c'est d'abord parce qu'ils sont toujours moins nombreux, ensuite parce que le prix du plateau repas est de plus en plus élevé (5 euros), et surtout parce qu'elle n'a pas cessé de diminuer les temps de pause.

Avant le passage aux 35 heures, en 1999, nous avions 35 minutes de pause casse-croûte. Actuellement, il nous reste 24 minutes en équipe du matin, et 21 minutes l'après-midi. Autant dire que lorsque l'on va au self, avec le temps de déplacement et la queue, il faut réussir à manger en moins de dix minutes !

Si, pour la direction, la fermeture d'un des selfs du Montage semble acquise (avec l'aide de la plupart des syndicats qui participent à un « groupe de concertation » pour entériner les fermetures), il n'en est pas de même pour les salariés qui ont l'habitude de s'y restaurer depuis de nombreuses années et qui veulent continuer à pouvoir manger un repas équilibré tous les jours, sur leur lieu de travail.

À l'initiative de la CGT, une pétition a été massivement



signée dans le self du Montage, pour exiger leur maintien et celui des emplois pour les salariés de l'entreprise Sodexho.

De nombreux salariés sentent bien que la pétition ne peut être qu'un point de départ, et qu'il faudra aller plus loin pour

midi, elle ne s'arrêtera pas là. Il y a un peu plus d'un an déjà elle fermait le self de l'atelier de Peinture, et aujourd'hui elle

que la direction remballer son projet. Mais ils sentent aussi que si la direction commence à fermer les selfs en équipe d'après-

laisse entendre que deux selfs pourraient être suffisants pour tout le centre de production.

Correspondant LO

« Santal » ou « Sandwich » ?

Parallèlement au projet de fermeture de selfs, la direction et le service médical du site mettent en place le projet « Santal + » (pour « Santé alimentaire »).

Il s'agirait, sur une durée de trois ans, d'aider les salariés à diminuer les risques de maladies cardio-vasculaires, en surveillant notamment leur alimentation et leur activité physique.

Elle va donc rechercher des volontaires qui rencontreront les médecins du travail et une nutritionniste de la CPAM pour établir un « bilan nutri-

tionnel » et être suivis à l'aide de plusieurs indicateurs, dont l'indice de masse corporelle. La direction se targue d'être la pionnière dans ce domaine puisqu'elle travaille en collaboration avec l'Inserm et l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière de Paris et se base uniquement sur des « faits scientifiques ».

Il n'y a pourtant pas besoin d'être un grand « scientifique » pour savoir que, lorsque l'on travaille sur les chaînes de production ou dans la chaleur de la Forge ou de la Fonderie, on a d'abord besoin d'avoir le temps et les moyens

de manger un repas équilibré tous les jours. Alors, son annonce de « plan santé alimentaire » tombe bien mal au moment où elle projette de fermer les selfs et propose, en guise de repas équilibré, les sandwiches des machines de la Sodexho.

Par contre, c'est surtout encore un moyen pour PSA de se payer un bon coup de pub qui ne lui coûtera rien, puisque le projet est subventionné quasi intégralement par les assurances AGF.

Correspondant LO

• Peugeot-Citroën – Rennes

Méfiance contre les mauvais coups de la direction

Les rumeurs orchestrées par la direction de PSA concernant un plan massif de 10 000 licenciements ont beaucoup inquiété les salariés de l'usine de Rennes. D'autant que, le niveau de production actuel de 407, C5 et C6 n'étant pas très élevé, l'usine rennaise semblait particulièrement visée.

Ce n'est pas l'annonce,

finale, de la suppression de 4 800 postes uniquement basée sur des départs volontaires et le non-remplacement des départs en retraite qui a vraiment rassuré. Ces suppressions de postes ne concerneraient que les métiers hors production (ouvriers professionnels, techniciens et cadres) et c'est donc dans ces catégories

que l'inquiétude est la plus forte.

Personne ne croit vraiment qu'un nombre suffisant de salariés se porteront volontaires pour quitter l'entreprise, vu la faiblesse des primes proposées et la difficulté de retrouver un emploi. Beaucoup craignent aussi de se voir imposer la mobilité vers d'autres sites.

Les plus anciens, qui espéraient bénéficier d'un plan de départ en préretraite, sont déçus. C'est le monde à l'envers, les plus jeunes sont poussés vers la sortie alors que les anciens devront rester. Tout cela alors que le travail ne manque pas !

Correspondant LO

• Peugeot-Citroën

4 800 suppressions d'emplois prévues la famille Peugeot en veut plus encore

Le 9 mai, au prochain comité central des comités d'établissements, Christian Streiff, le PDG du groupe automobile PSA, présentera son plan de 4 800 suppressions de postes en 2007 sur la partie automobile du groupe (PCA) qui compte 85 000 salariés en France. Cette réduction se répercutera forcément sur les sous-traitants et équipementiers.

Ces suppressions sont particulièrement scandaleuses car le groupe est florissant. Depuis dix ans, il accumule des bénéfices approchant ou dépassant annuellement le milliard d'euros. Pour les seules cinq dernières années, cela fait sept milliards d'euros. En 2006, le groupe a choisi de faire apparaître moins de profits, ayant dû payer des indemnités à 2 300 salariés pour la fermeture de l'usine de Ryton en Grande-Bretagne. Il n'est resté cette année-là « que » 176 millions d'euros de bénéfices, ce qui n'a pas empêché le PDG de verser aux actionnaires la même somme que l'année précédente, soit 317 millions... en prenant sur les réserves donc ! Mais ils en veulent plus et ils s'empres- sent de convaincre la presse que le groupe va mal, les ventes sta-



gnent et qu'il est normal d'appliquer ce plan.

Parmi les remarques publiées dans la presse boursière, on pouvait lire : « *Les investisseurs ont applaudi à l'annonce de Streiff, faite dans une période électorale, d'un plan de suppressions de postes... même si certains auraient préféré des mesures plus drastiques... les suppressions de postes ne touchent que 3,4 % des effectifs mondiaux* » (agence Dow Jones). La vente des Peugeot Citroën a cependant augmenté de 1 % au niveau mondial. D'ailleurs, le chiffre d'affaires de ce trimestre a augmenté de 6,5 % par rapport à celui de 2006, et ce, malgré la grève de l'usine d'Aulnay

en mars. Pour la banque du groupe, c'est du 10 % de mieux. De toute façon, dans le milieu des capitalistes et autres boursicoteurs, les annonces de suppressions de postes de travail visent à faire monter la valeur des actions à la Bourse... Ce qui arrange encore les affaires de PSA. En tout cas, l'argent ne manque pas !

Le plan prévoit aussi une augmentation de la production, ce qui conduira à une augmentation de la productivité pour les salariés qui resteront.

Si le plan prévoit que les suppressions d'emplois ne toucheront pas les ouvriers de fabrication, elles toucheront à égalité les ouvriers professionnels

(1 800 postes supprimés), les employés, techniciens, agents de maîtrise (ETAM) 1 800 postes supprimés. Les cadres aussi sont concernés par 1 200 postes supprimés. Ainsi, ceux qui, parmi les cadres et agents de maîtrise croyaient la direction quand elle leur faisait croire qu'ils étaient des catégories protégées, ne sont pas épargnés. Ils sont même plus touchés en proportion que les ouvriers.

Les départs sont prévus en licenciements « volontaires » avec incitations par des primes. Ce que les licenciés toucheront pourrait aller de 6 à 24 mois de salaire, tout compris. Une mesure qui va entraîner pressions, chantages et mensonges pour tenter de se débarrasser de travailleurs. Et les jeunes auront du mal à se faire embaucher. Il sera d'autant plus important de se serrer les coudes pour résister ensemble et imposer de prendre dans la caisse des profits pour les embauches et les salaires. Ceux d'Aulnay qui se sont battus pendant six semaines les mois derniers ont montré qu'il est possible de réagir collectivement et de constituer une force pour ne pas subir cette logique inacceptable.

Correspondant LO

• Sodetal – Bar-le-Duc (Meuse)

La direction remballe son projet

Après une semaine de grève du mercredi 18 avril jusqu'au jeudi 26 avril, les 430 salariés de la Sodetal, une tréfilerie produisant des armatures de pneus, ont fait reculer leur direction qui tentait de leur imposer le retour aux 39 heures payées 35, ce qui signifiait pour la majorité du personnel vingt-deux jours de travail gratuit.

Durant tout ce temps, les grévistes se sont montrés mobilisés et combatifs. Ils ont manifesté à plusieurs reprises dans les rues de Bar-le-Duc. Personne parmi les salariés n'a envisagé de reprendre le travail tant que le travail gratuit serait à l'ordre du jour des négociations.

Finalement, dans la nuit de mercredi 25 au jeudi 26, la direction a accepté de ne plus parler « temporairement » de ce point. En plus de 1,6 % d'augmentation sur le taux horaire, elle a lâché une prime de

147 euros pour compenser la prime d'intéressement non versée ce trimestre. Quant aux jours de grève, ils seront rattrapés ou pris dans les congés, mais aucune retenue ne sera effectuée.

La reprise du travail a donc été décidée. Tous les salariés étaient fiers de leur grève et

prêts à remettre ça si jamais la direction tentait une nouvelle provocation.

Le mouvement a été important non seulement pour les travailleurs de la Sodetal mais aussi pour tous les autres salariés de la région.

La Direction départementale du Travail avait en effet

laissé entendre aux grévistes que le patronat du département suivait la grève avec attention. Autant dire que bien des patrons d'entreprises plus petites auraient profité de ce que les salariés de Sodetal se laissent faire. Cela n'a pas été le cas et c'est tant mieux.

Correspondant LO

• Michelin – La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret)

En grève pour le maintien de l'emploi

Depuis le 12 mars, les seize salariés du site Michelin de La Chapelle-Saint-Mesmin près d'Orléans sont en grève contre la fermeture du site. La direction a décidé de cesser l'activité de pliage et de distribution des cartes routières. Un des imprimeurs sous-traitants récupère l'activité qui devrait être délocalisée à court terme en Roumanie. La direction propose au

personnel d'être muté à Paris. Les travailleurs refusent, beaucoup ont plus de 30 ans d'ancienneté pour des salaires de 1 250 euros, pas question d'accepter quatre heures de transport par jour. Ils demandent que les 4 heures de transport soient comptées comme 4 heures de travail. L'expertise demandée par les élus au CE révèle que l'activité est très ren-

table. Les sacrifices demandés aux travailleurs sont scandaleux.

À ceux qui refusent, Michelin propose des indemnités de licenciement tout à fait dérisoires. Michelin qui annonce une hausse des dividendes aux actionnaires a largement de quoi maintenir les emplois.

Correspondant LO

• Plasty – Roubaix (Nord)

Les licenciements sous-traités

L'usine Plasty de Roubaix produit des pièces plastiques pour les équipementiers automobiles comme Visteon, Faurécia, Plastic-Omnium. Aujourd'hui, l'usine est déclarée en faillite mais les 92 salariés jetés à la rue se mobilisent.

En 2005, Plasty s'appelait Engiplast. L'entreprise qui appartenait alors à la famille de patrons du textile Flipo a connu un premier redressement judiciaire. En mars 2006, elle a été louée à Karsit, société de métallurgie pour l'automobile de la République Tchèque ; en fait, Flipo sous-traitait à Karsit les licenciements et le démantèlement de l'usine.

Karsit a réduit les effectifs de 171 à 92 salariés, en maintenant le plus possible la production, puis a fini par l'asphyxier en détournant les commandes et surtout les règlements des factures vers la maison-mère tchèque. L'usine s'est retrouvée en faillite et les responsables de Karsit ont disparu.

Lassés des promesses de reprise, les salariés ont occupé l'usine en mettant à l'abri un stock de pièces, de moules et de machines qui représenterait plus d'un million d'euros. Ne se faisant pas d'illusions sur leur avenir, ils voulaient au moins obtenir une prime extra-légale de licenciement ainsi que des congés de conversion.

Vendredi 27 avril les travailleurs de Plasty sont allés à l'usine de Visteon de Gondcourt (59) puisque Visteon est leur principal client. Ils ont été très bien accueillis par les salariés de Visteon, eux-mêmes confrontés à des menaces de licenciements.

Finalement, le soir même, un accord a été conclu entre les délégués et les clients de Plasty, c'est-à-dire Visteon, Faurécia et Plastic Omnium : une prime de 15 000 euros par salarié serait versée en échange des stocks. Mais les salariés méfiants continuent d'occuper et réclament toujours des congés de conversion.

Derrière des repreneurs-bidon comme Karsit, ce sont bien les grands équipementiers et constructeurs automobiles qui décident de la vie de milliers de salariés, rien que dans la région.

Correspondant LO

• Alcan – Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie)

Les travailleurs et la population manifestent

Le mardi 24 avril, à l'appel de la CGT, les travailleurs de l'usine Alcan (ex-Péchiney) et la population de Saint-Jean-de-Maurienne ont manifesté leur inquiétude concernant l'avenir de l'usine et se sont opposés, par avance, aux mauvais coups que pourrait préparer la direction d'Alcan.



C'est plus de cinq cents personnes qui se sont retrouvées dans les rues de Saint-Jean-de-Maurienne, ce qui est beaucoup pour cette petite ville de dix mille habitants. L'ambiance était dynamique : fumigènes et pétards alternaient avec les slogans. Beaucoup de jeunes, dont des lycéens, étaient là, donnant du tonus au défilé. De nombreux commerçants avaient baissé leur rideau.

Il faut dire que le sort de l'usine Alcan de Saint-Jean-de-Maurienne est vital pour toute la population. Elle est le plus gros employeur de la vallée, avec 775 salariés et 80 intérimaires. Entre emplois directs et indirects, c'est plus de 4 000 personnes qui vivent de l'activité de cette usine. Ce serait donc une véritable catastrophe pour la région si cette entreprise venait à disparaître. Or les inquiétudes sont vives quant aux intentions de la direction d'Alcan vis-à-vis du site de Saint-Jean-de-Maurienne.

Alcan, un trust canadien,

est le deuxième groupe mondial pour la métallurgie de l'aluminium, après son rachat de Péchiney. Ce groupe a fait des bénéfices records en 2006, avec plus de deux milliards d'euros. L'usine de Saint-Jean-de-Maurienne, la deuxième du groupe en France après celle de Dunkerque, marche à fond et rapporte gros : 107 millions d'euros en 2006. Les 135 000 tonnes d'aluminium qui sont sorties de l'usine en 2006 l'ont été avec moins de salariés.

La charge de travail est plus lourde et les conditions de travail sont dures. Il fait 50 à 60 degrés près des cuves à électrolyse. Travailler dans un champ électromagnétique puissant n'est pas sans conséquences sur les organismes. Les cuves à électrolyse sont, pour certaines, poussées à 380 000 ampères et la prochaine génération, déjà expérimentée à l'usine, sera à 500 000 ampères.

Dans cette usine, très grosse consommatrice d'élec-

tricité, des contrats préférentiels sont passés avec EDF pour des années. Le contrat en cours se termine en 2012. Pour les années suivantes, des négociations ont lieu en ce moment. Mais la direction d'Alcan refuse obstinément de dire ce qu'il en est et si elle s'engage au-delà de 2012. De même, le plan d'extension prévu précédemment, et dont les travaux devraient commencer, semble mis de côté. En fait, les salariés craignent qu'après avoir acheté Péchiney et les brevets, faisant suer un maximum de profits aux ouvriers jusqu'en 2012, Alcan ne ferme l'usine pour produire ailleurs, là où elle estimerait que cela pourrait rapporter encore plus.

C'est bien pourquoi les salariés et la population savent qu'ils ne peuvent compter que sur leur détermination pour déjouer les calculs des gros actionnaires avides de toujours plus de profits.

Correspondant LO

• Servair Roissy

Un militant syndical CGT en garde à vue

Ça se passe à Roissy, en France, en mai 2007. Dans les locaux de police, un militant syndical se retrouve privé de liberté pendant plusieurs heures et des travailleurs intimidés parce qu'ils ont signé une pétition qui déplaît au patron de Servair, filiale d'Air France qui traite la mise à bord des plateaux repas.

Convoqué le mercredi 25 avril, à 11 heures, dans les locaux de la Police de l'Air et des Frontières (PAF) de Roissy, le militant syndical CGT a été informé d'une plainte contre X de Servair pour « faux et usage de faux ». Immédiatement mis en garde à vue et placé en cellule pendant trois heures, dépouillé de ses effets personnels, déshabillé pour la fouille, il a été menotté pour ses déplacements dans les locaux de la police. Auditionné ensuite pendant plus de trois heures par les policiers, il lui a été demandé de dénoncer les auteurs de la pétition et de désigner les salariés qui l'avaient fait circuler.

Déjà en avril 2006, la direction avait assigné le militant syndical en diffamation devant le tribunal de grande instance de Bobigny, pour avoir dit au directeur, lors d'une réunion de CE, « Vous êtes des tricheurs »... en dénonçant les artifices comptables présentant les résultats de l'entreprise. Les salariés avaient

alors répondu par plusieurs journées de grève, malgré une direction menaçant les salariés grévistes, les accusant de participation à un arrêt de travail illécite...

Pour exprimer leur soutien au militant, plus de 330 employés de l'établissement avaient signé une pétition appuyant les propos tenus lors de la réunion, lesquels correspondaient à l'opinion partagée par la plupart des ouvriers. La pétition avait ensuite fait l'objet d'un tract rendant publics les noms de 330 signataires. C'est ce tract « pour la liberté d'expression » dévoilant les noms des salariés solidaires des propos tenus par le militant, qui est l'objet des poursuites.

Ayant été déboutée par deux fois de ses procédures en diffamation contre le délégué, la direction a engagé des procédures de licenciement contre des délégués qu'elle a dans le collimateur. Et depuis quelques semaines plusieurs salariés ont été convoqués à la police, au sujet de cette pétition d'il y a un an.

Air France prétend dans ses publicités « faire du ciel le plus bel endroit de la terre ». Sur terre, les patrons se chargent d'en faire un lieu « encadré » de policiers au service des patrons.

Correspondant LO

• GSF-Orly

Une grève encourageante

GSF est une entreprise de nettoyage et de manutention sous-traitante d'Air France à Orly. Les salaires y sont à peine plus élevés que le smic mais, les travailleurs réclamant des augmentations pour vivre plus décemment, la seule réponse du patron est qu'augmenter les salaires mettrait en péril l'agence GSF. Mensonge ! Cette agence fait partie du groupe GSF qui emploie 22 700 salariés à travers le monde, dont plus de 10 000 en France. Il a un chiffre d'affaires en constante augmentation (+ 10,48 % pour l'année 2006), de quoi largement satisfaire nos revendications salariales.

La grève a débuté le lundi 23 avril pour l'obtention d'un treizième mois. Après trois jours de grève totale et malgré bien des intimidations de la direction (utilisation d'intérimaires, d'agents venus d'autres agences de la région parisienne pour faire

le travail des grévistes, présence d'un huissier...), nous avons finalement obtenu une augmentation de salaire de 1,5 %, une prime de 350 à 600 euros selon l'ancienneté, la pause payée et... le paiement des jours de grève.

Correspondant LO

Chefs au boulot, dégâts illico

Durant les trois jours de grève des travailleurs de GSF, leurs cadres se sont mis au boulot. Chargés d'enlever la moquette sur un B777, ils ont réussi à endommager les planchers en carbone !

Eh oui, travailler, ça ne s'improvise pas. Et quand les cadres jouent les briseurs de grève, bonjour les dégâts !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Air France Orly-Villeneuve

• CHU – Angers (Maine-et-Loire)

Grève pour les embauches

Vendredi 27 avril, nous nous sommes retrouvés 150, certains grévistes, d'autres sur leurs heures de repos, pour dénoncer le manque de personnel et demander aux membres du Conseil d'administration de refuser de voter le budget 2007, justement à l'ordre du jour ce vendredi.



Ce budget prévoit encore une augmentation d'activité, avec en tout et pour tout... quatre créations de poste et trente-trois « contrats d'adaptation à l'emploi » à 24 heures par semaine, alors que nous sommes en sous-effectif chronique dans tous les services et que les remplacements sont très en dessous des besoins.

Nous avons envahi le Conseil d'administration en début de séance, car la plupart de ces « courageux » responsables avaient choisi une porte dérobée pour éviter notre rassemblement devant l'entrée principale. Des soins de suite à la Médecine A, en passant par les soins intensifs de Cardiologie, la Chirurgie Vasculaire, Cardiaque et Thoracique, la Gériatrie, la Médecine E

qui accueille les patients venant des Urgences, la Neurologie, la Neurochirurgie et les secrétaires, les manifestants ont parlé au nom de leurs collègues : hausse de l'activité (plus de 5 % en 2006) changements de planning continus, rappels sur nos repos, insatisfaction voire culpabilisation du personnel... et conséquences sur le service rendu aux malades que l'une de nous a résumées par le terme : « défaut de bien traitance ».

Le maire a dit « nous avoir bien entendus » et « vouloir se faire l'écho de nos difficultés auprès des autorités politiques ». Lui et le directeur reconnaissent l'augmentation de la charge de travail avec des malades plus âgés et plus dépendants... mais ils nous disent être tributaires de la politique générale de santé

et des économies « obligatoires » pour combler les déficits des hôpitaux.

Finalement, le Conseil d'administration a voté le budget, par crainte d'être mis sous tutelle, en ajoutant qu'ils « remonteraient » nos difficultés en haut lieu... Les manifestants et les organisations syndicales ont décidé de continuer : pétitions, délégations dans les services, nous ne nous contenterons pas de beaux discours. Nous avons exprimé notre ras-le-bol et entendons maintenant entraîner d'autres collègues pour l'étape suivante. Une nouvelle journée de grève est décidée pour le 10 mai, avec une action en direction des usagers et un pique-nique en centre-ville.

Correspondant LO

• Hôpital Avicenne – Bobigny (Seine-Saint-Denis)

Colère contre le sous-effectif

À l'hôpital Avicenne de Bobigny (Seine-Saint-Denis), le personnel soignant des Urgences continue son mouvement de grève (mais tous « assignés », c'est-à-dire réquisitionnés, vu le manque criant d'effectifs).

Et depuis mercredi dernier les personnels ouvriers, qui faisaient jusque-là des débrayages, ont décidé de monter aussi le ton en se déclarant en grève. En réalité, comme le personnel des Urgences, ils continuent à assurer l'essentiel de leur service nécessaire au fonctionnement de l'hôpital. Mais il n'empêche que dans l'hôpital, ce sont des assemblées permanentes, des discussions avec le reste du personnel et la participation nom-

les personnels ouvriers, venus à une trentaine. Si leurs revendications essentielles sont celles avancées par les syndicats sur l'ensemble de l'AP-HP concernant la réforme de leurs statuts et, par-delà, les problèmes de salaires et de multiplication d'emplois précaires, leur colère vient aussi des conditions de travail et du sous-effectif permanent à Avicenne. Un poste de serrurier supprimé ? C'est normal, répond la directrice, on l'a « redéployé » vers la sécurité incendie qui manquait de monde. Un poste manquant au standard d'appel des services techniques ? Je découvre, dit-elle, on ne peut pas tout savoir sur un hôpital de plus de 2 000 personnes... Et tout à l'avenant, pour confirmer qu'il



Le personnel soignant d'Avicenne lors d'un précédent mouvement en 2000.

breuse aux actions, comme à la manifestation du jeudi 26 avril des ouvriers de l'ensemble des hôpitaux de Paris (AP-HP).

La directrice de l'hôpital a senti un vent de colère, le lendemain, lorsqu'après avoir reçu les grévistes des Urgences, pour ne rien leur proposer, elle a vu s'inviter dans la salle de réunion

s'agit de la politique générale de réduction de postes de l'AP-HP.

De quoi faire monter encore le mécontentement d'un cran et souligner la similitude des problèmes que rencontrent tous les services de l'hôpital.

Correspondant LO

• Accessoire Diffusion – Saint-Symphorien-sur-Coise (Rhône)

Encore une fermeture d'usine de chaussures

Les soixante-trois salariés de l'usine Accessoire Diffusion, à Saint-Symphorien-sur-Coise, viennent d'apprendre la fermeture de leur usine de fabrication de chaussures de luxe.

Il y avait déjà eu deux dépôts de bilan, en 1997 et 2002, et à chaque rachat les effectifs avaient diminué. En 2002, une holding avait acheté cette usine deux fois centenaire (elle chaussait les armées de Napoléon !) et la municipalité avait mis à sa disposition des locaux neufs dans une petite zone industrielle.

Mais le 31 janvier 2007 la direction a de nouveau déposé le bilan, invoquant des « problèmes de trésorerie » que le directeur général attribue à un « conflit qui l'oppose à un ex-

dirigeant ». L'entreprise a été mise en observation jusqu'au 31 juillet mais, sans attendre cette date, un appel d'offres a été lancé, avec comme perspectives la liquidation ou la cession de l'entreprise. Le 18 avril, les salariés ont appris que l'usine fermait. Le directeur a fait cesser la production, malgré des carnets de commandes pleins.

La direction prétend être en déficit, mais elle avait dû préparer son coup de longue date puisqu'elle avait pris soin de séparer la production de

l'aspect commercial (magasins de vente et marque), comme cela s'était déjà fait à Romans pour Jourdan et Kélian.

Les salariés, en majorité des femmes, ont été très choqués : beaucoup sont entrées dans cette usine à 16 ans, elles ont entre quinze et trente ans d'ancienneté et n'ont jamais travaillé ailleurs.

Mercredi 25 avril, la plupart des salariés sont partis manifester sur le marché de Saint-Symphorien en criant « Nous voulons du travail », pour informer la population et ils ont envahi le hall de la mairie afin d'être reçus par le maire, qui n'avait pas encore daigné venir les voir.

Jeudi 26 avril, le tribunal de commerce a accepté le seul repreneur qui s'était manifesté : le groupe Vivarte, un des leaders de la distribution de vêtements et chaussures, qui possède 2 500 magasins et 15 marques, dont André, Minelli, la Halle aux chaussures, Carroll, Kookaï, Nafnaf, etc. Il achète la marque et supprime 58 emplois sur 63.

Aux ouvrières licenciées il propose des FNE et fait miroiter des places de vendeuses dans ses magasins de chaussures ou des reconversions. Mais pour celles qui retrouveront du travail, ce ne sera pas dans cette petite commune isolée des monts du Lyonnais : il leur faut

faire des kilomètres en voiture pour aller travailler à Saint-Étienne, à Givors ou à Lyon.

Les chaussures Accessoire Diffusion sont vendues plusieurs centaines d'euros, mais la direction trouvait que les ouvrières payées au smic qui les fabriquaient lui coûtaient encore trop cher. Désormais elles seront fabriquées probablement en Asie, comme 45 % des produits vendus par Vivarte, par des ouvrières sous-payées et peut-être même par des enfants, comme le font remarquer avec indignation les salariées licenciées.

Correspondant LO

• Italie

Mortalité au travail rime avec bas salaires et précarité

Les articles suivants sont extraits du journal de nos camarades italiens **L'Internazionale**

Ces derniers jours, une série d'accidents mortels du travail ont attiré de nouveau l'attention sur le nombre énorme de morts et blessés que l'on enregistre chaque année en Italie dans ce domaine. Selon les données officielles, le nombre des morts par accident du travail a été de 1 280 en 2006, un peu plus que les 1 265 de l'année précédente.

Tant le gouvernement que le président de la République lui-même, s'affirmant « indignés », ont déclaré que ce record de mortalité que détiennent les chantiers, les usines et les autres lieux de travail italiens, comparés au reste de l'Europe, était « honteux ». Mais, le jour même où le Conseil des ministres approuvait un nouveau projet de loi sur la santé et la sécurité sur les lieux de travail, un docker mourait à Gênes,

deux travailleurs du bâtiment décédaient à Monza et à Latina, alors qu'à Brescia une explosion tuait un travailleur immigré d'origine marocaine qui effectuait une soudure.

Alors, ce massacre d'ouvriers auquel on assiste chaque année est-il vraiment dû à l'absence de lois adéquates ?

Toutes les lois peuvent sans doute être améliorées, mais les lois actuellement en vigueur ne

sont pas pires que celles de l'Angleterre où la mortalité au travail est six fois moindre, ou que celles de l'Allemagne où le nombre d'accidents mortels est la moitié de ce qu'il est en Italie.

Les risques encourus au travail dépendent directement du rapport de forces avec le patronat et de la détérioration des conditions d'existence des travailleurs.

Prodi, le chef du gouvernement, cherche à nous émouvoir en définissant les morts au travail comme « des martyrs qui se sacrifient pour nous tous ». Mais lui-même sait parfaitement quelles sont les conditions de travail dans les usines, dans les ports et dans les chantiers en Italie. Il sait très bien comment, spéculant sur le besoin de chacun de travailler, accentué par la crainte du chômage, les ouvriers s'adaptent bon gré mal gré au fait de travailler sans respecter ces normes de sécurité qui, pour les dirigeants d'entreprises, sont autant de frais inutiles et de contraintes intolérables qui ralentissent la production. Lui et les autres dirigeants politiques qui « s'indignent » savent parfaitement qu'étant donné les salaires de misère perçus dans les secteurs du bâtiment ou de la métallurgie, les travailleurs cherchent souvent dans les heures supplémentaires le moyen de finir le mois. On travaille une ou deux heures, voire plus, que la normale, dans des conditions souvent difficiles et on s'expose inéluctablement aux risques dus à la fatigue.

Les larmes de crocodile des hommes du gouvernement ou

de l'opposition, sans parler des représentants patronaux, ne nous font pas oublier leurs incitations continues à augmenter les horaires de travail ou à réduire le nombre de travailleurs sans réduire la production, ou à réduire les coûts en recourant à la sous-traitance en cascade.

Il y a quelques jours à peine, rappelons-le, le ministre des Finances, Padoa-Schioppa, a déclaré qu'il ne voit pas pourquoi en Italie il devrait encore y avoir deux agents de conduite par train, au lieu d'un seul comme dans d'autres pays européens. Comme s'il n'y avait aucun rapport entre la sécurité du trafic ferroviaire et le nombre de cheminots présents sur les trains !

Les dockers de Gênes ont répondu par la grève à la mort de leur camarade. C'est la réponse qu'il faudrait toujours donner dans des cas comme celui-là.

Mais les conditions d'une véritable diminution des risques d'accident du travail seraient d'abord une augmentation généralisée des salaires, et des emplois dont la stabilité soit garantie. Sans la menace de la misère, sans la peur de ne pas voir prolongé un contrat à durée déterminée ou en intérim, les travailleurs respecteraient bien plus facilement les normes qui protègent leur santé et leur vie, et surtout ils contraindraient les patrons à en faire autant.

(L'Internazionale n° 69 mai 2007)

• Accident mortel dans le port de Gênes

La seule réponse, c'est la grève générale



Le 13 avril, dans le port de Gênes, un énième accident mortel a eu lieu. Voilà comment cela peut se produire : les travailleurs sont contraints à faire des heures supplémentaires, voire à doubler leur équipe, pour arriver à obtenir un salaire décent. Les heures de travail commencent à se faire sentir. Ils doivent faire seuls une tâche qui demanderait normalement la présence de deux ou trois travailleurs. Alors qu'ils chargent les marchandises, les dockers doivent descendre du chariot pour contrôler et enregistrer un code, ils remontent ensuite sur le chariot jusqu'au jour où, comme cela s'est produit cette fois, quelque chose tourne mal et qu'un magasinier de 34 ans, employé de Forest, une entreprise de fret qui gère une zone du port, soit écrasé par une balle de cellulose de 200 kilos.

Immédiatement une grève de vingt-quatre heures a été décidée dans le port de Gênes, qui en dix ans a été le théâtre d'au moins 30 accidents mortels. La douleur, la rage et la détermination des dockers face à ce qu'ils considèrent comme un énième assassinat a contraint les syndicats à appeler le lendemain à une grève nationale dans les ports.

Il aura fallu attendre un accident, et la riposte décidée des travailleurs, pour que des promesses d'un meilleur contrôle des conditions de travail soient faites. Mais, on le sait, le respect des règles de sécurité a un coût et il dépend du monde du travail et des responsables

syndicaux de les faire respecter.

Le niveau d'insécurité a augmenté de façon démesurée dans les ports, parallèlement à l'éclatement croissant des activités portuaires. Ce sont maintenant de petits mondes différents, dans lesquels prévalent des conditions de travail tout aussi différentes, et où il est de plus en plus difficile de savoir comment on travaille, ne serait-ce que quelques centaines de mètres plus loin.

Cette fragmentation du monde du travail est impressionnante, et complètement irrationnelle s'agissant d'un même périmètre d'activités comme celui du port. Elle n'amène rien d'autre qu'une

aggravation des conditions de travail et un affaiblissement de la force revendicative des travailleurs. C'est bien pourquoi les règles devraient être les mêmes dans chaque port et dans tous les ports, selon des accords et des conventions collectives nationales.

Il n'y a qu'une façon de les imposer, qu'un seul langage pour convaincre les patrons de les appliquer : les grèves et la mobilisation. Des grèves et des mobilisations comme celles que les travailleurs des ports ont décidées face à cette énième tragédie pour tenter de faire qu'elle soit la dernière.

(Extraits de L'Internazionale n° 69 mai 2007)

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

Écologie : nature ravagée, planète menacée par le capitalisme !

(n° 106 - exposé du 26 janvier 2007)

Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis

(n° 105 - exposé du 24 novembre 2006)

L'Afrique malade du capitalisme

(n° 104 - exposé du 16 juin 2006)

Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui

(n° 103 - exposé du 28 avril 2006)

L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité

(n° 102 - exposé du 10 mars 2006)

La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?

(n° 101 - exposé du 27 janvier 2006)

États-Unis : la société capitaliste la plus puissante à la lumière de la catastrophe de la Nouvelle-Orléans

(n° 100 - exposé du 5 octobre 2005)

Prix : 2 euros. Envoi contre cinq timbres à 0,54 euro par brochure

• Belgique

Les conflits communautaires pour masquer une politique au service des riches

Alors que des élections législatives sont prévues en Belgique le 10 juin, nous publions ci-après des extraits de l'éditorial de *La Voix des Travailleurs* du 10 avril, bulletin communiste trotskyste publié à l'usine Volkswagen de Bruxelles.

« Les Flamands dépensent plus dans les restaurants que les Wallons », « Le Wallon plus écologique que le Flamand », « Les Flamands mesurent en moyenne 2 cm de plus que les Wallons »...

Pendant que les journalistes nous trouvent des différences sous prétexte de rapprocher les communautés, le monde politique prépare les élections législatives... en battant la mayonnaise communautaire.

Il est question d'un nouveau transfert de compétences de l'État fédéral vers les régions, notamment pour la politique de l'emploi, comprenez : les régions décideraient des allocations de chômage et des impôts que doivent payer les entreprises. Mesure exigée par les partis flamands, contestée par les partis francophones.

Les partis des deux côtés de la frontière linguistique s'envoient des noms d'oiseaux sur cette question, les uns traitant les Francophones d'incapables d'apprendre le néerlandais, les autres traitant les Flamands de « régressistes » voulant casser la « solidarité ». Mais der-

rière le spectacle, ils sont tout à fait d'accord sur le fond.

Car ce nouveau transfert de compétences vers les régions ne profitera qu'aux riches et facilitera la mise en œuvre de la politique du patronat, qui ne rêve que de pouvoir exploiter encore plus les travailleurs, dans toutes les régions et dans toutes les langues du monde.

Les entreprises pourront pratiquer la surenchère fiscale entre les régions pour faire baisser leurs impôts. Il leur suffira de menacer de délocaliser... de l'autre côté de la frontière linguistique. De même, la régionalisation des caisses de chômage sera un prétexte pour diminuer les allocations et les limiter dans le temps, dans les deux parties du pays. Mettre les chômeurs dans une situation où ils seront forcés d'accepter n'importe quel travail, pour n'importe quel salaire, ne créera pas plus d'emplois, mais permettra au patronat de baisser les salaires de tous.

Mais baisser les impôts des entreprises – qui sont déjà passés de 42 % à 32 % au cours des



De gauche à droite, le politicien flamand Leterme et le wallon Di Rupo.

deux dernières législatures –, baisser encore plus les charges patronales, distribuer des cadeaux aux entreprises, c'est la politique de tous les grands partis, au sud comme au nord du pays.

Leterme (un des dirigeants du CD&V, parti chrétien-démocrate flamand) peut désigner comme responsables les chômeurs wallons, aux électeurs flamands, mais ce n'est pas dans les poches des chômeurs wallons, mais dans celles des actionnaires des grandes entreprises, qu'ont disparu 6 milliards d'euros de baisses de charges patronales.

Et Di Rupo (PS) peut préparer son électorat à des coupes sombres dans la Sécurité sociale en jetant la faute sur les Flamands pas « solidaires ». Son Plan Marshall, pour lequel il a trouvé 1 milliard d'euros en réduisant les budgets sociaux et culturels de la région, pour les distribuer à des entreprises aussi bénéficiaires que l'UCB ou GSK (deux trusts pharmaceutiques) qui ne sont même pas obligées d'embaucher, est-il solidaire des travailleurs ?

Alors, pour les travailleurs, la régionalisation n'est que de la poudre aux yeux. Elle sert à détourner l'attention de la main qui fouille leurs poches pour distribuer aux riches les richesses que les travailleurs ont créées.

• Anvers

Suppressions d'emplois annoncées dans l'automobile

Le mardi 17 avril, la direction de General Motors d'Anvers en Belgique a annoncé que la nouvelle Astra ne sera plus produite dans l'usine Opel à Anvers ; 1 400 sur les 4 500 emplois de l'usine seraient supprimés.

Lors d'une assemblée qui s'est tenue le jour même, et bien que les trois syndicats aient appelé les travailleurs à ne pas faire grève, le travail n'a quand même pas repris après l'assemblée. Les syndicats ont donc fini par appeler à une grève de 24 heures, pour « informer » et parce que « les gens étaient inquiets ».

Mercredi 25 avril, de nouveaux débrayages se sont produits quand les travailleurs ont appris que la direction ne prévoyait que 80 000 voitures par an à partir de 2010 et qu'elle comptait mettre fin immédiatement aux contrats des 400 travailleurs intérimaires et en CDD. Les dirigeants syndicaux ont alors choisi de décréter la grève jusqu'au 3 mai, jour d'une manifestation européenne à Rüsselsheim en Allemagne. Mais si les dirigeants syndicaux ont agi ainsi, c'est qu'ils s'y sont sentis obligés. Ils craignent que des événements identiques à ceux de VW se reproduisent : là, devant l'absence manifeste de volonté de lutte des dirigeants syndicaux, un groupe de syndicalistes de base et de travailleurs avait pris l'initiative d'une grève que les directions syndicales avaient eu du mal à maîtriser.

Quant à la direction d'Opel, elle a aussi choisi de calmer le jeu. Elle a payé les 24 heures de grève des 17 et 18 avril et pour le moment préféré revenir sur la fin des contrats à durée déterminée et décidé de conserver les intérimaires. L'usine Opel se trouve dans la zone du port d'Anvers, le plus grand centre industriel du pays, où travaillent aussi plusieurs milliers de dockers réputés pour leur combativité. Une contagion de lutte ne serait pas impossible.

Correspondant LO

• Genk – Limbourg (Est de la Flandre)

Sous-traitants de Ford : la grève pour travailler moins et gagner plus

Lundi 16 avril, les 200 travailleurs de l'équipe de matin de SML, une entreprise qui produit les moteurs pour l'usine Ford à Genk, ont débrayé pour protester contre la surcharge de travail et réclamer l'embauche de personnel supplémentaire.

Très vite, ils ont été rejoints par les ouvriers de trois autres usines sous-traitantes, travaillant toutes à proximité de l'usine d'assemblage. À la revendication de l'embauche, les 1 000 travailleurs des quatre entreprises ont ajouté une augmentation de salaire d'un euro par heure.

Dans la nuit du lundi au

mardi, les syndicats acceptaient 0,60 euro d'augmentation et l'embauche de quatre personnes supplémentaires, comme le proposaient les patrons.

Mais, à la grande surprise des négociateurs syndicaux, une majorité de l'équipe du matin a refusé l'accord. Les ouvriers ont même refusé de voter et ont continué la grève. Il a fallu la pression des médias et des syndicats pour que la reprise du travail soit votée jeudi 19 avril, à une petite majorité.

Le président de la centrale flamande des métallos de la FGTB, celui-là même qui avait

dirigé le sabotage de la lutte contre la fermeture de Renault Vilvorde en 1997, n'a pas hésité à déclarer dans la presse : « C'est complètement insensé ! Est-ce que ces grévistes comprennent seulement à quel point leur action est irresponsable ? Le préjudice qu'ils causent à Ford est hors de toute proportion », et à menacer que le syndicat ne verse pas aux grévistes l'indemnité de grève.

L'augmentation obtenue et l'embauche, bien qu'insuffisantes, montrent cependant que c'est bien par la lutte que les travailleurs peuvent faire reculer les patrons.

Correspondant LO

• États-Unis

Guéguerre au Congrès pour mieux continuer la guerre



Le 1^{er} mai 2003, George Bush triomphant annonçait depuis le porte-avions *Abraham Lincoln* « la fin des principales opérations de combat en Irak ». Aujourd'hui, quatre ans après, la sale guerre fait toujours rage et, malgré l'opposition grandissante dans le pays, George Bush a décidé de l'intensifier encore. Et il a annoncé qu'il s'apprête à mettre son veto sur la loi que viennent d'adopter la Chambre des représentants et le Sénat, qui conditionne les crédits pour la guerre à un calendrier de retrait des troupes.

En novembre dernier, les électeurs ont donné une large majorité aux Démocrates, par rejet de la politique de Bush en Irak. Mais le Parti Démocrate préfère jouer sur ce rejet de la guerre dans l'opinion publique sans pour autant se donner les moyens d'y mettre fin, en attendant les élections présidentielles de 2008. Ainsi ils font mine de s'opposer à la guerre tout en laissant Bush et les Républicains continuer à se déconsidérer. Et de mois en mois la guerre continue, avec son cortège de morts et de destructions.

Tout en faisant de grandes déclarations de protestation, les Démocrates ont laissé Bush envoyer depuis janvier quelque 20 000 soldats supplémentaires. Ils viennent de voter le budget supplémentaire de 124 milliards de dollars que Bush réclamait pour la guerre. Ils ont assorti ce vote, il est vrai, d'une demande de retour des troupes, non pas immédiatement mais à partir du 1^{er} octobre 2007, avec pour objectif non contraignant le retour de l'essentiel des troupes d'ici le 31 mars 2008. Ce

dont Bush ne veut pas entendre parler.

S'il met son veto, les Démocrates proposeront une nouvelle loi, moins « contraignante » encore pour Bush. Et la guéguerre politique connaîtra de nouvelles escarmouches, qui n'empêcheront nullement Bush de mener sa politique criminelle en Irak.

Malgré l'image que les Démocrates veulent maintenant donner d'eux, ils sont bel et bien complices de cette politique qu'ils ont approuvée naguère et qu'ils font mine de désapprouver maintenant. Bien que majoritaires et portés au pouvoir par l'opposition à la guerre qui grandit dans la population, ils se refusent à utiliser les moyens à leur disposition pour mettre un terme à cette guerre : des moyens parlementaires qui peuvent aller jusqu'à la destitution du président, et encore moins des appels à la mobilisation populaire contre la guerre. La seule perspective qu'ils cherchent à offrir à la population, c'est de bien voter en novembre 2008, puis d'attendre encore six mois que le nouveau gouvernement agisse... Et pendant les deux ans qui viennent, au moins, la guerre continuera à engendrer son cortège d'horreurs !

Seule la colère de la population pourrait bouleverser ce jeu de dupes, dans lequel ni les massacres perpétrés contre la population irakienne, ni les victimes parmi les soldats américains n'entrent en ligne de compte.

Dominique CHABLIS

• L'IVG autorisée à Mexico,

Une avancée pour les femmes... contestée par l'Église

Le 24 avril, l'Assemblée législative de la ville de Mexico a autorisé les femmes à recourir à une interruption volontaire de grossesse (IVG) jusqu'à la douzième semaine, gratuitement pour les plus pauvres. Elle a du même coup décidé de développer l'éducation sexuelle et la contraception. Cette loi ne concerne que les habitantes de la capitale. La gauche y domine, en particulier, le PRD, « Parti de la Révolution Démocratique » de Lopez Obrador, qui l'an dernier avait vivement contesté les conditions dans lesquelles il avait été battu par la droite à l'élection présidentielle.

Les 31 autres États mexicains conservent la loi antérieure, qui n'autorise l'IVG qu'en cas de viol, de danger pour la santé de la mère et de malformation du fœtus. Mais, même dans ces cas très limités, l'IVG est à peu près inaccessible aux pauvres, l'inertie des autorités face aux très nombreux viols s'ajoutant aux pressions de l'Église catholique. Il y aurait donc chaque année dans le pays

près d'un million d'avortements clandestins, entraînant des dizaines de milliers de morts. Les femmes des classes aisées, elles, peuvent en toute sécurité interrompre une grossesse en clinique, au Mexique ou à l'étranger.

Une violente campagne s'est déchaînée contre le projet de loi dépénalisant l'IVG à Mexico. Depuis 1991, le clergé catholique reconquiert une à une les positions officielles perdues lors de la vague révolutionnaire du début du 20^{ème} siècle. Malgré l'existence d'un secteur de catholiques favorables à la libéralisation de la loi, les évêques ont brandi la menace de l'excommunication. Le pape Benoît XVI, qui doit prochainement présider au Mexique une conférence générale des évêques latino-américains, a stigmatisé ce qu'il ose appeler une « culture de la mort », sans aucunement s'inquiéter du sort de celles qui meurent dans d'horribles conditions des suites d'un avortement clandestin.

La droite, en particulier le PAN qui occupe la présidence et dirige de nombreux États, a dénoncé, elle, « la démocratie en

danger de mort », le « terrorisme » des partisans de l'IVG, comparés à Hitler. Les associations réactionnaires du type « Laissez-les vivre » ont diffusé leurs discours mensongers. Ces gens-là réclamaient l'organisation d'un référendum – quoi de plus démocratique, en apparence ? – qui leur permettrait à la fois d'isoler la capitale, plus avancée, et d'exercer largement leurs multiples moyens de pression. Ils vont maintenant demander que la Cour constitutionnelle casse la loi votée à Mexico.

Les députés de Mexico ont eu le courage de reconnaître dans leur ville ce qui devrait être reconnu à toutes les femmes : le droit de décider d'avoir ou non un enfant. Face aux bigots et aux réactionnaires de toute sorte, il faut souhaiter que la loi votée pour Mexico s'étende à l'ensemble du pays et à l'ensemble des pays de l'Amérique latine, où l'influence de l'Église catholique reste forte et où les droits des femmes ne sont pas du tout reconnus en particulier celui de décider librement d'avoir ou pas un enfant.

Vincent GELAS

• Turquie

Un 1^{er} Mai sans muguet !



Si dans beaucoup de pays le 1^{er} Mai, journée internationale de lutte des travailleurs, a été transformé en « fête du travail », et si les manifestations syndicales y sont généralement de paisibles défilés, ce n'est pas vrai partout dans le monde.

En Turquie, où s'étaient déroulées dimanche des manifestations en faveur de la laïcité, le 1^{er} Mai a donné lieu, dans la

plus grande ville du pays, Istanbul, à une violente répression contre ceux qui voulaient manifester ce jour-là, trentième anniversaire par ailleurs de ce 1^{er} Mai 1977 qui avait vu des tireurs d'extrême droite ouvrir le feu sur la foule, faisant 34 morts.

Les routes menant à Istanbul avaient été bloquées par la police, les stations de métro et

de ferry-boats traversant le Bosphore fermées, 17 000 policiers déployés pour empêcher les manifestations. Les images vues à la télévision montraient la brutalité de la répression policière. 8 à 900 personnes ont été arrêtées au cours de cette journée.

Et cela n'empêchera pas certains de proclamer que la lutte des classes n'existe plus.